

t. 311 Inde

PROGRAMME DE LA DDA

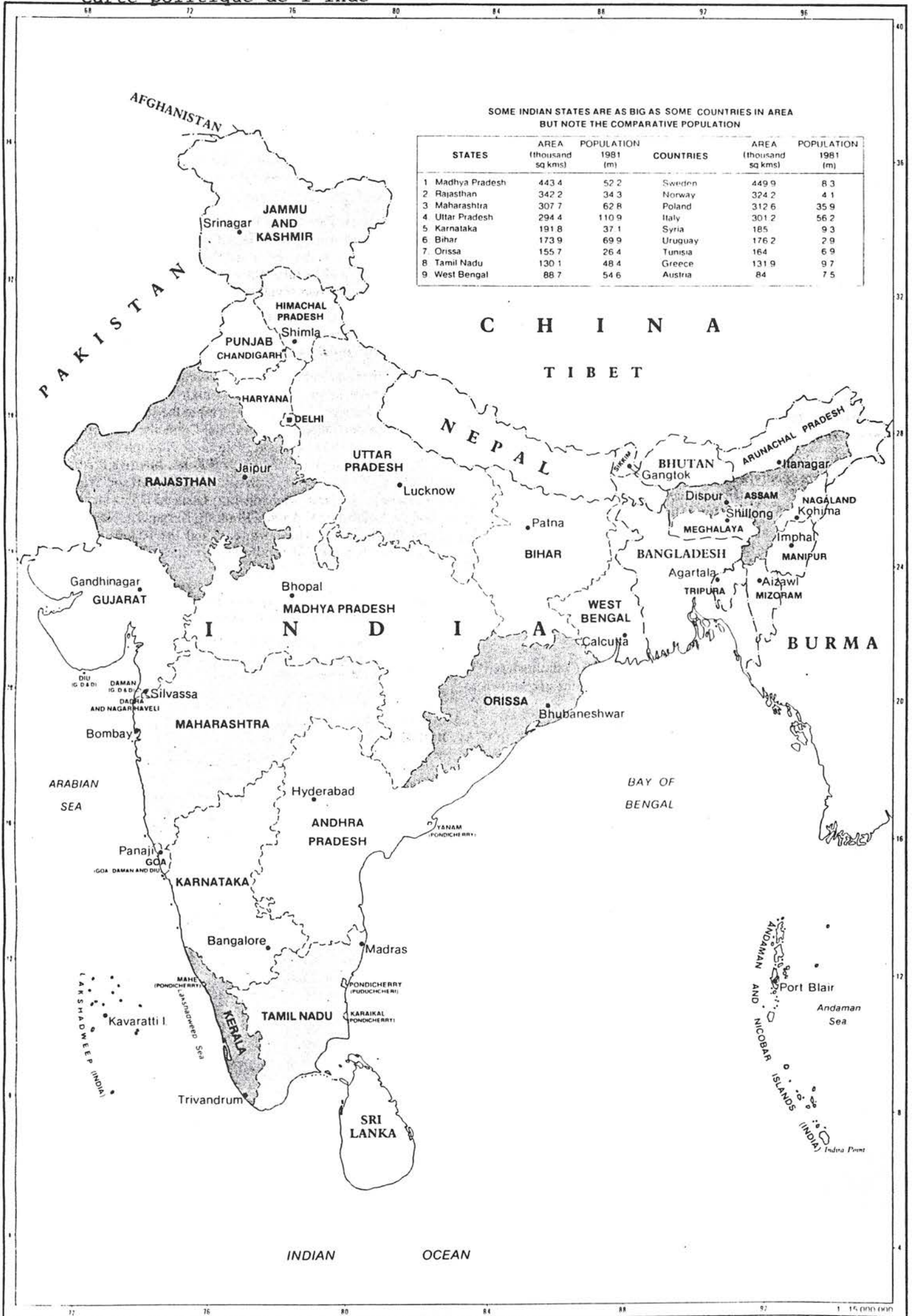
INDE

DDA
Section Asie 1

Berne, décembre 1989



Carte politique de l'Inde



SOME INDIAN STATES ARE AS BIG AS SOME COUNTRIES IN AREA
BUT NOTE THE COMPARATIVE POPULATION

STATES	AREA (thousand sq kms)	POPULATION 1981 (m)	COUNTRIES	AREA (thousand sq kms)	POPULATION 1981 (m)
1 Madhya Pradesh	443.4	52.2	Sweden	449.9	8.3
2 Rajasthan	342.2	34.3	Norway	324.2	4.1
3 Maharashtra	307.7	62.8	Poland	312.6	35.9
4 Uttar Pradesh	294.4	110.9	Italy	301.2	56.2
5 Karnataka	191.8	37.1	Syria	185	9.3
6 Bihar	173.9	69.9	Uruguay	176.2	2.9
7 Orissa	155.7	26.4	Tunisia	164	6.9
8 Tamil Nadu	130.1	48.4	Greece	131.9	9.7
9 West Bengal	88.7	54.6	Austria	84	7.5

T A B L E D E S M A T I E R E S

Partie I

CADRE GENERAL

1. Quelques questions fondamentales au sujet du programme par pays Inde
2. L'Inde plus de 40 ans après l'Indépendance - un survol
 - 2.1. Division et l'héritage colonial
 - 2.2. Les différentes phases de développement depuis 1947
 - 2.3. L'Inde d'aujourd'hui
 - 2.3.1 La population
 - 2.3.2 Situation politique
 - 2.3.3 L'économie indienne
 - 2.3.4 Situation sociale
 - 2.3.5 L'Etat et l'administration
 - 2.3.6 Le rôle de la coopération au développement en Inde
3. Perspectives d'avenir: potentiels et problèmes

Partie II

LA SUISSE ET L'INDE

1. Les relations les plus importantes
 - 1.1. Importance politique de l'Inde
 - 1.2. Les relations économiques et commerciales
 - 1.3. Les activités de l'Office Fédéral des Affaires Economiques Extérieures
 - 1.4. L'aide humanitaire et alimentaire
 - 1.5. Les oeuvres d'entraide suisses
2. La DDA et l'Inde
 - 2.1. Regards sur l'évolution de la coopération
 - 2.2. Une somme des expériences de la DDA en Inde
 - 2.3. Essai d'un bilan intermédiaire

Partie III

LIGNES DIRECTRICES DE LA COLLABORATION FUTURE

1. Buts généraux
2. Centres de gravité sectoriels
 - 2.1. La concentration des efforts est essentielle
 - 2.2. Concentration thématique
 - 2.3. Concentration géographique
 - 2.4. Représentation de la coopération indo-suisse sous forme de tableau
3. Principes directeurs opérationnels
 - 3.1. Les partenaires de la DDA
 - 3.2. Planification, conception et exécution de projets
 - 3.3. Suivi et évaluation
 - 3.4. Personnel d'appui et exécution

Partie IV

PROGRAMME DE LA DDA EN INDE DANS LES PROCHAINES ANNEES

1. Introduction
2. Cadre financier
3. Planification du programme de coopération avec l'Inde
 - 3.1. Amélioration de l'utilisation du sol dans les zones écologiquement menacées
 - 3.2. Elevage et économie laitière
 - 3.3. Petite industrie et artisanat rural
 - 3.4. Développement des ressources humaines et recherches
4. Structures de l'organisation
 - 4.1. Défi à l'organisation
 - 4.2. Ajustement structurel de la coordination en Inde
 - 4.3. Structures et fonctionnement des bureaux de coordination

Annexes:

1. Les principaux indicateurs économiques et sociaux de l'Inde
2. Description des projets en cours
3. Tableau des dépenses de la coopération suisse au développement avec l'Inde de 1961 à 1988

I. C A D R E G E N E R A L
* * * * *

1. QUELQUES QUESTIONS FONDAMENTALES AU SUJET DU PROGRAMME PAR
PAYS INDE

Par sa taille, par le chiffre de sa population, par son rôle politique, l'Inde ne peut être comparée à aucun des autres pays de concentration de la DDA. Continent dans un continent, l'Inde occupe une surface égale à celle de l'Europe occidentale. La distance qui sépare Delhi, la capitale, siège du bureau principal de coordination de la DDA, de Trivandrum, centre de plusieurs projets importants, est égale à Stockholm-Madrid. Parler du crédit rural au siège de NABARD à Bombay, puis se rendre en Orissa pour visiter des projets réalisés dans le terrain, équivaut à se déplacer de Dublin à Athènes.

L'Inde est unité et diversité. Les Cachemiris et les Tamils sont aussi différents les uns des autres que les Lapons des Siciliens. Toutes les grandes religions du monde y sont représentées. L'Union indienne compte 25 Etats et territoires fédéraux autant de langues officielles sans mentionner les nombreux dialectes. La population indienne se monte aujourd'hui à plus de 800 millions de personnes.

Dans ces conditions, l'expression "programme par pays" n'est pas opportune. Le présent document représente plutôt un effort de traduire les idées forces de notre collaboration avec l'Inde et de les mettre dans un cadre d'une conception de coopération.

L'Inde a un poids politique important; c'est une puissance d'importance intermédiaire. Elle joue un rôle difficile mais important pour la stabilité de l'Asie du Sud. Incommode et importune pour ses voisins avec lesquels elle a compté et compte parfois encore des démêlés, l'Inde ne joue pas moins un

rôle stabilisateur dans la région, tout en cherchant à se tenir politiquement à une certaine équidistance des deux super-puissances.

Economiquement, l'Inde est une des principales puissances du Tiers Monde qui a l'avantage de ne dépendre que très peu de l'étranger. Son commerce ne représente que 13% de son produit national brut et elle pourrait certainement s'isoler en mettant l'accent uniquement sur le marché intérieur au prix toutefois d'une stagnation technologique.

L'Inde est sûre d'elle, indépendante. La gestion de sa dette, sa gestion budgétaire et financière, son taux d'épargne lui sont enviés. Nulle surprise donc à ce qu'elle finance seule à peu près 95% de son effort de développement. En plus, elle a énormément investi dans son système éducatif; l'expertise en tout genre disponible localement est considérable.

On peut se demander alors ce qui justifie la coopération au développement ? Quelques éléments de réponse:

- Le paysan indien reste dans l'opinion publique l'une des images typiques de la pauvreté dans le tiers monde. Au moins un tiers des Indiens vivent au-dessous du seuil officiel de la pauvreté; ils constituent une part importante des pauvres du monde.
- Les ressources et les revenus sont, comme dans beaucoup d'autres pays, mal répartis. Ces disparités sont naturellement reflétées dans la distribution du pouvoir et ont conduit à la marginalisation des populations d'origine tribale, des intouchables et des femmes.
- Les Indiens réagissent à ces faits avec un effort de planification considérable. Il accordent par contre moins d'importance à l'exécution et à la réalisation. L'Inde est certainement un des seuls pays au monde à avoir un programme spécifique de lutte contre la pauvreté mentionné à la fois dans le plan et dans le budget, et pourtant la lutte contre la pauvreté présente bien des lacunes.

- Pour pouvoir assurer une croissance économique qui permette de lutter efficacement contre la pauvreté, l'Inde doit absolument passer dans une fourchette supérieure à 6% de croissance par année. Au cours de ces dernières années, elle a réussi à quitter le niveau quasi constant avec 3,5% de croissance annuelle pour dépasser les 5%. Cette performance n'a cependant été possible et ne pourra être maintenue durablement à l'avenir que si elle reste alimentée par la croissance des exportations. Les exportations ne peuvent cependant croître durablement que si l'Inde peut prendre pied dans les marchés extrêmement compétitifs des pays industrialisés; pour ce faire, le recours à des technologies de pointe, donc à la technologie occidentale, est absolument indispensable.

2. L'INDE PLUS DE QUARANTE ANS APRES L'INDEPENDANCE - UN SURVOL

2.1. Division et héritage colonial

En 1947, l'Inde accède à l'indépendance. Ceci ne se fait cependant pas sans mal ni sans heurts; des centaines de milliers de personnes périssent lors d'affrontements entre les communautés religieuses sikh, hindoue et musulmane. Deux pays sont formés, avant tout sur des critères religieux, l'Inde - à majorité hindoue mais qui garde cependant un fort pourcentage de musulmans - et le Pakistan, qui regroupe dans une situation impossible des communautés musulmanes à l'Ouest et à l'Est de l'Inde. La distance séparant ces deux parties du Pakistan, leur développement économique inégal ont tôt fait de mener à la guerre civile qui aboutit, en 1971, à la transformation en un Etat souverain, le Bangladesh, de la province du Pakistan oriental, avec le concours actif de l'Inde. La colonisation a orienté l'industrie indienne vers la satisfaction des besoins de l'Angleterre et en particulier à ruiner l'industrie textile. Par contre, la colonisation a unifié le pays, ce que personne n'avait

jamais auparavant réussi à faire, et laisse une administration en bon état de fonctionnement avec des cadres très bien formés, le fameux "Indian Civil Service". La lutte d'indépendance, inspirée par Mahatma Gandhi, et en grande partie non violente, a doté le pays d'une classe de politiciens et de dirigeants qui a connu son apogée sous Nehru. Le réseau de communications était très développé bien que presque unilatéralement dirigé vers les villes portuaires d'exportation; l'Inde a hérité une base industrielle non négligeable.

Les dix à quinze premières années après l'indépendance furent cruciales pour l'avenir du pays qui eut la chance d'avoir en Jawaharal Nehru un leader éclairé. La multiplicité des langues et des cultures, le problème de l'élimination progressive des petits royaumes indépendants placèrent le Gouvernement et l'administration devant des tests importants.

2.2. Les différentes phases de développement depuis 1947

En 1947, la consolidation politique et l'adaptation des structures administratives du pays caractérisent les premiers efforts de l'indépendance. Dans un monde en rapide changement, l'équipe dirigeante indienne effectue des choix importants pour l'avenir du pays, ceux d'une économie mixte à forts secteurs étatisés et d'une planification centralisée avec le lancement du premier plan quinquennal en 1951. Les objectifs prioritaires varieront très fortement au cours des quarante années d'indépendance¹; mais il n'est pas étonnant,

¹ Les objectifs successifs des plans quinquennaux indiens sur:

- 1951-56, premier plan quinquennal: agriculture
- 1956-61, deuxième plan quinquennal : industries manufacturières
- 1961-66, troisième plan quinquennal : emploi
- 1967-69, phase intermédiaire: plan annuel pour adapter les objectifs aux ressources
- 1970-75, quatrième plan quinquennal: réduction des disparités régionales
- 1975-80, cinquième plan quinquennal: auto-suffisance et lutte contre la pauvreté

au vu des choix idéologiques qu'avaient faits l'Inde, que les premiers efforts portent sur la mise sur pied d'une industrialisation de base (aciéries, productions d'énergie, etc.) et l'organisation d'une infrastructure forte. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 50 que l'agriculture devait commencer à recevoir une attention prioritaire, et cela durant des années décisives qui furent marquées par l'avance progressive de la révolution verte. Ce n'est que par la suite que des objectifs sociaux comme la lutte contre la pauvreté, la satisfaction des besoins de base, etc. commencèrent à atteindre des buts prioritaires.

Parallèlement, l'Inde participe activement à la naissance de l'idée du mouvement des pays non alignés et y occupe une place importante depuis la première conférence de Bandung en 1955. Cette position a contribué à lui assurer un rôle dirigeant dans le tiers monde.

L'équilibre précaire du départ fut particulièrement mis à l'épreuve à la fin des années 50 et durant les années 60. Des conditions climatiques défavorables (l'agriculture indienne dépend très fortement de la mousson) conduisirent à la tristement célèbre famine dans l'Etat du Bihar en 1966 et renforcèrent les doutes généralement répandus quant à la possibilité pour l'Inde de parvenir un jour à nourrir son énorme population. Les deux conflits armés avec le Pakistan - en 1965 et 1971 - furent autant de ponctions démesurées sur les ressources des pays de la région dont ils freinèrent le rythme de développement.

Le chemin de l'autonomie alimentaire fut long et ses coûts sociaux élevés. Il passa par la révolution verte, l'introduction de variétés de semences à plus haut rendement, le recours aux engrais et aux pesticides, la généralisation de l'irrigation et la concentration des entreprises agricoles. Parallèlement, la base industrielle se renforça et se diversifia.

-
- 1980-85, sixième plan quinquennal: lutte contre la pauvreté
 - 1985-90, septième plan quinquennal: infrastructure et développement des ressources humaines

L'évolution politique traduisit les à-coups du développement. Auréolé de son rôle dans la lutte pour l'indépendance et des premiers succès du développement, le parti du Congrès exerça une domination totale sur l'Etat central et quasi totale sur les membres de l'Union indienne. La contestation ne vint pas des milieux de gauche en raison des liens privilégiés entre l'Inde et l'Union Soviétique, mais de mouvements désirant une plus grande libéralisation du système. Le parti du Congrès dut même céder le pouvoir au niveau de l'Etat central à une coalition hétéroclite de partis de droite et de centre gauche pour laquelle le développement rural, la petite industrie, etc. devaient être soutenus. Les dernières années du règne de Mme Indira Gandhi virent au sein du parti du Congrès une opposition de plus en plus vive entre les milieux traditionnels interventionnistes et les libéraux qui l'emportèrent finalement avec l'arrivée au pouvoir de Rajiv Gandhi.

Partant de l'idée que le progrès durable de l'Inde et l'élimination progressive de la pauvreté ne sont pas possibles sans des gains appréciables sur le plan du commerce extérieur, l'équipe de technocrates entourant Rajiv Gandhi ouvrit, de manière prudente mais constante, le pays et en libéralisa son commerce pour avoir accès à une technologie supérieure qui lui permettrait de franchir un palier important de croissance. La progression des exportations devait suivre celle des importations; elle se fait cependant moins vite que prévu tout en occasionnant une augmentation de la dette extérieure (60 mia de dollars) qui était restée jusque là modeste, en raison de la haute compétitivité des marchés industriels occidentaux et du fait que l'Inde, après des décennies de protectionnisme, est encore mal équipée pour satisfaire des clients exigeants. Le Gouvernement a fait appel à l'aide étrangère pour l'aider à combler le fossé actuel par une aide concessionnelle accrue.

2.3. L'Inde aujourd'hui

2.3.1 La population

Mue au départ par un taux d'accroissement moyen annuel de près de 3%, la population indienne ne tarda pas à passer de 350 millions en 1947 à plus de 800 millions aujourd'hui. Tous les gouvernements qui se sont succédés à la Nouvelle Delhi ont toujours affirmé leur intention de limiter énergiquement l'accroissement de la population du pays et lancèrent à cet effet des mesures plus ou moins cohérentes de planification familiale, accompagnées souvent de campagnes de masse de stérilisations ou de distributions de moyens anticonceptionnels. Le zèle démesuré témoigné par d'aucuns fut certainement l'un des facteurs qui contribua à mettre fin en 1977, et de manière temporaire, à l'hégémonie du parti du Congrès. Grâce aux efforts du Gouvernement et de nombreuses oeuvres d'entraide indiennes, grâce à l'amélioration constante du niveau de vie, grâce surtout à l'alphabétisation progressive des femmes, le taux d'accroissement passa de 3% en moyenne durant les premières années après l'indépendance à 2 % environ à l'heure actuelle.

2.3.2 Situation politique

Le consensus national et l'harmonie des communautés, deux des principaux acquis de la phase post-indépendance, sont maintenant fortement mis en question. L'Inde cherche un nouvel équilibre entre le centralisme, encouragé jusqu'alors parallèlement à l'industrialisation et aux systèmes d'économie mixte, et le fédéralisme. Les graves crises d'Assam, de Punjab, de Tamil Nadu, de Karnataka, etc. peuvent toutes être expliquées en partie par la recherche ou le maintien d'une identité propre des différents maillons de l'Etat indien. Ces soubresauts sont encore renforcés par la lutte pour la répartition adéquate des résultats du développement:

pouvoir, revenus, terres. Les Etats membres de l'Union indienne réclament une nouvelle définition des rôles et un nouveau partage des compétences au sein du pays.

Pas un mois ne se passe sans que l'on parle de la résurgence du communalisme, ces luttes très souvent sanglantes entre groupes linguistiques, religieux et de castes différents, luttes qui illustrent le maintien ou la recherche d'amélioration des positions politiques et économiques existantes. Le changement de générations s'est maintenant effectué au sein de la classe des politiciens. A la rigueur des "combattants de l'indépendance" a succédé l'opportunisme et le manque d'éthiques des classes dirigeantes actuelles. Le pouvoir s'est aussi déplacé. Des élites rurales aux milieux économiques et industriels, donc du secteur primaire au secteur secondaire et tertiaire.

Dans ce contexte politico-économique, la presse indienne joue un rôle éminent et digne d'éloges dans sa défense des institutions et de l'esprit démocratique et dans la mise à nu de la corruption.

Le régionalisme est devenu un problème en Inde. Des mouvements centrifuges importants marquent de plus en plus la vie politique du pays. Des groupes politiques plus ou moins importants, dont certains ont pu prendre le contrôle du gouvernement de certaines provinces, réclament une plus grande autonomie, voire parfois même la cessation de leur Etat. C'est le cas du Punjab, des Etats de l'Inde du Sud et des petits Etats du Nord-Est du pays. Si des motifs d'ordre ethnique expliquent certains de ces mouvements, la raison de la plupart doit être trouvée dans un rapport de forces inapproprié entre le centre et les membres de l'Union indienne. Un centralisme excessif a relégué des Etats importants, fort parfois de plusieurs dizaines de millions d'habitants, au rang de vassaux de moins en moins dociles. La redéfinition d'un contrat politique entre le centre et les Etats constitue certainement le défi politique le plus important posé à l'Inde moderne.

L'Inde et ses voisins de l'Asie du Sud sont groupés au sein du "South Asia Association for Regional Cooperation - SAARC" depuis quelques années; les relations entre l'Inde et chacun de ses voisins passent cependant régulièrement par des périodes de forte tension, dont l'origine ou l'écho se trouve au sein de l'Inde. L'équilibre continue à être fragile avec le Pakistan. L'intervention militaire indienne au Sri Lanka et aux Maldives, le bras-de-fer avec le Népal sur le renouvellement des accords de commerce et de transit, les relations troublées avec le Bangladesh, en particulier sur la question du partage des eaux du Gange et du Brahmapoutre, la résistance marquée par l'Inde à l'ouverture progressive indépendante du Bhoutan au monde ainsi que le conflit de frontières avec la Chine dans ses marches du Nord-Est, constituent des défis énormes pour l'Inde; il faut espérer qu'il en ressortira un respect de la diversité de la région qui ne manquera pas de transformer l'ensemble de l'Asie du Sud en une zone de stabilité. Le conflit ethnique du Sri Lanka constitue également une heure de vérité pour l'Inde et la contraint à une position d'attente renforcée par les tendances cessionnistes du Tamil Nadu indien. Le Népal et le Bhoutan sont au coeur des tensions entre l'Inde et la Chine avec laquelle les problèmes frontaliers dans la région du Nord-Est du pays et de l'Himalaya ne sont pas encore résolus.

2.3.3 L'économie indienne

Le Premier Plan quinquennal (1951-1956) a été lancé peu après la constitution de la commission du Plan. Fortement marqué par les modèles keynesiens, il envisageait avant tout le développement d'un certain nombre de programmes sectoriels de base dans l'infrastructure, l'énergie, les chemins de fer et l'irrigation.

La préparation du Deuxième Plan illustre le passage à un modèle plus empreint d'idées marxistes, en particulier la réflexion qu'en termes de croissance il est important

d'élever le taux d'accumulation dans les biens d'équipement. Le développement de l'économie se fit sur la base d'un système mixte avec une forte implantation d'entreprises publiques dans des secteurs réservés totalement ou partiellement à elles. Ce système dit "socialiste" de gestion de l'économie devait caractériser pendant de nombreuses années l'évolution de l'économie indienne. On a lancé trois nouvelles aciéries en huit ans, mais les Indiens manquent de pain. Une des dernières mesures de Nehru fut de donner à l'agriculture, la principale ressource du pays, la place qui lui revient en confiant son portefeuille à des administrateurs compétents. Importateur net de céréales, l'Inde connaît la famine dans certaines régions du pays. Le grand mérite de ses administrateurs fut de se rendre compte que l'agriculture n'était pas une activité rémunératrice pour les agriculteurs et donc de relever les prix au-dessus des coûts de production, en particulier à travers le mécanisme des procédures d'achats publics. D'autre part, des percées technologiques en particulier sur des variétés de blé et autres céréales à plus haut rendement furent adoptées en Inde. Le Quatrième Plan, dont l'élaboration fut encore plus que les autres l'objet d'une lutte politique au sein du gouvernement, rehaussa de manière spectaculaire l'allocation des ressources destinées à l'agriculture. Une nouvelle chute de la production alimentaire de 17 mio de tonnes en 1966 conduisit à une correction importante à mi-parcours du Plan.

L'essor agricole fut rapide; il se tassa au début des années septante à la suite de plusieurs mauvaises années agricoles et d'années agitées sur les plans de politique intérieure et extérieure. La croissance de la production agricole reprit alors de plus belle, à tel point que l'Inde a pu commencer depuis ces dernières années à constituer des stocks de réserves et même à parfois accorder une aide alimentaire modeste mais symbolique à l'étranger. L'agriculture a également gagné avec le temps une grande résistance aux calamités naturelles, ainsi qu'en témoigne la manière dont la grave sécheresse de 1987 fut digérée.

Le développement de l'économie indienne de l'indépendance à la mort de Mme Indira Gandhi a certainement bénéficié d'une remarquable continuité; du deuxième au sixième plan, les planificateurs indiens sont restés fidèles au schéma se basant avant tout sur l'industrie lourde et le secteur public. Sans à-coups spectaculaires, l'économie s'est renforcée au rythme du taux de croissance traditionnel d'environ 3,5% par année. La texture de l'économie s'en est renforcée, la pauvreté n'en a pas été éliminée pour autant.

Depuis le début des années 80, Mme Gandhi, puis surtout son fils Rajiv prirent le parti d'ouvrir le pays, de le lancer au contact dur mais fructueux de l'économie internationale, avec l'intention de réaliser des taux moyens annuels de croissance supérieurs à 5% qui permettraient au pays d'éponger progressivement la masse de pauvreté qui frappe le tiers environ de sa population. Pour augmenter le taux de croissance, il faut accroître la valeur ajoutée exportée, il faut gagner les marchés des pays industrialisés, il faut avoir recours à la technologie de pointe, il faut libéraliser les importations de biens d'équipement et de capitaux afin d'occuper de nouvelles positions sur les marchés mondiaux. Le recours à la haute technologie et la libéralisation sont donc les deux lignes force de la politique actuelle du gouvernement indien, secouant les traditions politiques et économiques locales, dans le but de développer l'emploi dans le pays.

2.3.4. Situation sociale

Le dualisme de l'économie est frappant: d'un côté un secteur moderne, industriel, l'émergence d'une classe moyenne nombreuse, l'intrusion marquée de valeurs occidentales, le développement de la consommation, etc; de l'autre côté une masse rurale traditionnelle, en grande partie pauvre (selon les statistique mêmes du gouvernement indien, les pauvres constituent le 40% environ de la population). Le lien entre ces deux masses reste à faire.

La marginalisation de groupes sociaux importants ne diminue que peu à peu; les populations d'origine tribale, les intouchables (hors castes) restent des parias; les femmes, dont on reconnaît toujours davantage le rôle dans les villes, restent privées de leurs droits. Les intouchables, que la fatalité du système hindou condamnait à l'acceptation de leur rôle secondaire, commencent à relever la tête et à affirmer leurs droits. La presse et des organisations volontaires se mettent de leur côté.

Une des causes principales de la pauvreté est certainement le manque d'emplois disponibles. Alors que l'agriculture n'arrive plus à créer des postes de travail en nombre suffisant (bien au contraire, il faudra s'attendre à l'avenir à une perte nette d'emplois en agriculture), l'industrie manufacturière moderne, de plus en plus tournée vers la haute technologie, ne peut pas créer les emplois nécessaires à un marché du travail en constante augmentation. Le développement du secteur rural non agricole et celui d'activités de sous-traitance par rapport à de grandes industries modernes constituent les chances du développement de l'emploi dont l'Inde a besoin.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, PAR SECTEUR
(au coût des facteurs, au prix de 1970-1971)

Secteurs	Structure en %		Croissance, taux annuels	
	1950-1951	1980-1981	1950-1951 1980-1981	1970-1971 1980
<i>Secteur primaire</i>	59,6	41,5	2,34	1,63
dont agriculture	57,0	38,9	2,28	1,60
<i>Secteur secondaire</i>	14,5	22,1	5,06	3,91
ind. de transforma- tion	10,0	16,1	5,26	4,53
construction	4,2	4,4	3,73	1,28
gaz, électricité, eau	0,3	1,6	9,72	6,57
<i>Secteur tertiaire</i>	25,9	36,5	4,77	4,97
dont transport, stoc- kage et communica- tions	3,6	6,5	5,64	5,84
commerce, hôtels, rest.	8,3	12,1	4,92	4,25
banques et assu- rances	0,9	2,6	7,30	7,27
services	4,3	3,8	3,15	2,80
administrations et défense	2,7	6,9	6,89	7,91
autres services	6,1	4,4	2,50	2,91
<i>Total</i>	100,0	100,0		
P.I.B. en milliards de R.S.	175,36	504,89	3,59	3,23

Source: C.S.O. National Accounts Statistics.

Le tableau ci-dessus montre que l'agriculture reste le secteur dominant de l'économie, employant 70% de la population active. L'économie de l'Inde est encore largement

dominée par la conjoncture agricole et celle-ci par les évolutions climatiques. Mais alors qu'une seule mousson suffisait autrefois à provoquer de graves famines, l'Inde moderne peut surmonter, par ses propres ressources, une série de moussons irrégulières. Le développement de l'agriculture est surtout lié au développement de l'irrigation, donc à certaines céréales et à certaines régions; le défi de l'agriculture en zones arides et semi-arides, qui est le destin de millions de paysans dans 60% environ du pays reste à relever. L'Inde possède aujourd'hui un appareil industriel développé qui la place au quinzième rang environ dans le monde. L'industrie emploie un peu plus que 10% de la population active et contribue au produit national brut pour 25 % contre 14% seulement au début des années cinquante.

2.3.5. L'Etat et l'administration

Si l'Inde peut maintenant gérer des situations de catastrophes comme l'occurrence d'une famine ou d'une sécheresse sans faire appel à l'aide extérieure, c'est en partie à la qualité et à la présence de son administration qu'elle le doit. Implantée dans tous les recoins du pays par l'occupant britannique afin de maintenir l'ordre et de ramasser les impôts, l'administration indienne est omniprésente jusque dans les villages. Elle est guidée par l'idée que le développement est une responsabilité gouvernementale et n'est pas le résultat d'un effort commun des deux partenaires, la population et l'administration. L'Etat a joué un rôle promoteur important dans l'effort indien de développement et il est préférable de regretter sa présence trop envahissante que son absence. Certaines industries ont été nationalisées en totalité (transports, productions d'énergie) ou en partie (aciéries, industries, etc. y inclus le crédit).

2.3.6. Le rôle de la coopération au développement en Inde

L'Inde finance à peu près 95%* de son effort de développement elle-même et pourtant, elle ne saurait se passer de l'aide au développement, mais le dialogue n'est pas toujours facile.

Techniquement et technologiquement autosuffisante dans de nombreux domaines, l'Inde connaît cependant de nombreuses lacunes et insuffisances pour lesquelles elle recherche la coopération étrangère dans les domaines de la haute technologie (biens d'équipement et savoir-faire) par exemple.

La coopération internationale au développement est certes aussi active dans ces secteurs; les partenaires de l'Inde marquent généralement leur appréciation de l'effort entrepris par l'Inde mais l'accompagnent du regret qu'il tarde à déployer des bienfaits positifs pour la masse des pauvres, en particulier dans les régions rurales. La lutte contre la pauvreté ne peut se borner à allouer des ressources macro-économiques et à en négliger l'utilisation dans le cadre des rapports de force actuels. Un changement non suivi peut conduire à un changement non voulu.

La place de la lutte contre la pauvreté et du développement des secteurs sociaux dans le programme indien de développement a toujours été et restera une pomme de discorde lors des réunions annuelles du consortium d'aide à l'Inde.

La coordination de l'aide est revendiquée par le gouvernement indien qui prend ombrage de toutes les tentatives des pays donateurs de se concerter. Les relations entre l'Inde et ses principaux pays partenaires ont souvent été marquées

* les 5% restants constituent en termes absolus un montant d'environ 5 milliards \$

par un froid né de cette discorde. Le consortium Inde groupe sous l'égide de la Banque mondiale tous les pays participant à l'effort de développement indien, dont la Suisse. Les réunions annuelles de ce consortium permettent un échange utile d'informations et d'expériences. Aucun effort particulier de coordination n'est entrepris par le gouvernement indien en plus de ce rendez-vous annuel.

La coordination sectorielle n'est pas formalisée; elle dépend de l'intérêt manifesté par chaque pays. La DDA a pris l'initiative d'un échange d'information, en particulier dans le domaine de l'élevage.

3. PERSPECTIVES D'AVENIR: POTENTIELS ET PROBLEMES

Le paradoxe indien est connu; on a souvent fait mention dans un même souffle des satellites indiens et des roues persanes. L'Inde se situe dans le décile supérieur en ce qui concerne la performance de son industrie et son effort en matière de recherche scientifique, mais vraisemblablement se retrouve tout au bas du tableau quant à l'incidence de la pauvreté. Les performances de l'administration et de l'économie indiennes depuis l'indépendance en 1947 montrent cependant que le potentiel indien est grand en ressources humaines, en matières premières, en terres fertiles, en capacités de formation, etc. et qu'il peut être utilisé de manière efficace au relèvement de l'économie et à l'élimination de la pauvreté. L'objectif de la Suisse en Inde est de favoriser une croissance économique suffisante permettant l'élimination rapide de la pauvreté. Les chapitres suivants de ce document permettront de faire le point sur le meilleur apport que la DDA peut faire à la croissance. L'expérience a prouvé que les actions les plus efficaces ne se situent pas forcément sur le front immédiat de

la pauvreté mais sur celui de la définition de politiques, de pratiques et la formulation de programmes visant à conjuguer croissance et équité. Renforcer les capacités de l'Inde à assurer elle-même son propre développement est d'autant plus motivé que la performance globale et macro-économique de l'Inde justifient la confiance de la Suisse. Cela signifie donc que la DDA ne peut pas toujours s'engager dans des programmes de lutte concrète contre les causes les plus criantes de la pauvreté mais que toute action qu'elle entreprend doit se situer par rapport à ses effets sur l'incidence de la pauvreté dans le pays. Un rôle d'avocat en faveur des plus pauvres et la participation à des programmes visant à renforcer la capacité indienne de subvenir à ses propres besoins socio-économiques doivent gouverner notre coopération au développement avec l'Inde. L'utilisation optimum du potentiel global du pays permettra une action d'autant plus justifiée que les options politiques du gouvernement indien en matière sociale pourront être endossées sans réserve.

La concentration de nos forces dans quelques créneaux et secteurs particuliers constitue la politique générale de la DDA. Elle est d'autant plus valable pour notre coopération au développement avec ce grand pays. Plus qu'ailleurs encore, ce n'est qu'au prix d'une concentration particulière et constante que l'impact de notre coopération pourra être maximisé, justifiant ainsi les efforts consentis.

II. LA SUISSE ET L'INDE

1. LES RELATIONS LES PLUS IMPORTANTES

1.1. Importance politique de l'Inde

La raison politique, le poids politique de l'Inde et la politique étrangère suisse ne sont pas exclus des motivations de notre coopération au développement avec ce pays. Remarque valable pour tous les pays de concentration de la DDA, mais plus particulièrement justifiée pour ce qui est de ce grand pays. En dépit de ses paradoxes, l'Inde s'affirme en effet de plus en plus comme une puissance régionale. Son rôle au Sri Lanka et aux Maldives n'a fait que confirmer cette tendance où se mêlent tant la volonté politique de ses dirigeants, la masse humaine et son potentiel que les circonstances. Ce poids croissant fait de l'Inde un élément important de la stabilité en Asie du Sud et dans l'Océan Indien, un pays qui mérite donc à ce titre le plein support de la Suisse et cela d'autant plus qu'il s'agit d'un pays démocratique avec lequel les relations ont toujours été très bonnes.

L'Inde a également joué un rôle moteur et stabilisateur au sein du mouvement des pays non alignés, justifiant aussi par cet aspect-là pleinement son statut d'un des plus grands récipiendaires de l'aide suisse au développement.

Les relations culturelles ne sont pas absentes de l'éventail des liens entre les deux pays. Sans atteindre l'intensité des rapports unissant l'Inde à certains pays européens, des échanges culturels et la recherche d'une meilleure compréhension interculturelle ont animé, durant ces dernières années, les responsables des deux pays. Cela a été particu-

lièrement intense autour des fêtes marquant le quarantième anniversaire de l'accession de l'Inde à l'indépendance; mais le ton en avait été donné auparavant et il s'est poursuivi par la suite, notamment par l'exposition de certaines facettes culturelles de la Suisse en Inde.

1.2. Les relations économiques et commerciales

La statistique suivante indique l'évolution des relations commerciales entre les deux pays:

COMMERCE EXTERIEUR ENTRE LA SUISSE ET L'INDE

Année	Matières premières		Energie		Biens		Biens de		Total		Solde
	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	
	e n m i l l i o n s d e f r a n c s										
1979	75,8	72,9	-	0,1	1,9	125,4	61,4	16,4	139,0	214,9	+075,9
1980	56,9	68,6	-	0,1	2,5	128,6	68,1	23,4	127,5	220,8	+093,3
1981	58,2	84,8	0	0,2	3,2	174,7	91,7	29,1	153,1	288,8	+135,7
1982	58,5	117,6	-	0,1	1,8	189,9	91,8	38,2	152,0	345,9	+193,9
1983	63,2	111,4	-	0,2	1,6	166,5	75,8	23,5	140,6	301,6	+161,0
1984	59,4	119,3	-	0,3	6,3	204,7	84,2	44,4	149,9	368,7	+218,8
1985	65,9	110,8	0	0,4	8,5	219,1	99,4	51,1	173,8	381,4	+207,6
1986	64,4	252,5	-	0,3	5,3	256,0	103,6	41,2	173,3	549,9	+376,6
1987	64,9	104,9	-	0,4	9,1	207,1	111,4	42,1	185,4	354,5	+179,0
1988									197,7	355,1	+157,4
(janv. - oct. 1989 = 10 mois)									212,6	339,8	+127,2)

La balance commerciale est donc assez déficitaire en faveur de la Suisse, tendance qui a fluctué tout au long des années 80.

Investissements suisses en Inde

La Suisse est présente en Inde depuis plusieurs décennies par le biais d'entreprises de production et de sociétés de commerce. Au début des années quatre-vingts, notre pays occupait la quatrième place derrière la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la RFA. Cependant, l'investissement suisse en Inde a fléchi au cours des dernières années: notre pays vient maintenant au sixième rang, le Japon et l'Italie l'ayant devancé dans le classement. La coopération s'oriente toujours davantage vers l'octroi de licences et autres formes de coopération industrielle dans participation de capital. Cette évolution est due notamment aux facteurs suivants: climat d'investissement défavorable (restrictions légales), nombreuses entreprises déjà en place, absence d'accords économiques bilatéraux (accord de double-imposition, accord de protection des investissements).

Cependant, les investissements directs de la Suisse en Inde ont augmenté assez considérablement en 1987: en effet, la Suisse est venue se placer au troisième rang des investisseurs après les Etats-Unis et la RFA, pour ce qui est des projets approuvés. Quant au nombre des contrats passés dans le domaine de la coopération industrielle (coentreprises, contrats de licences, consultations techniques), la Suisse vient en cinquième position.

1.3. Les activités de l'Office Fédéral des Affaires Economiques Extérieures

Parmi l'éventail des instruments à sa disposition, l'OFAEE en a mis en oeuvre deux en Inde:

- un crédit mixte d'une valeur de 100 mio de francs suisses dont l'accord fut signé en décembre 1983 et

- un soutien à la production d'articles semi-manufacturés dans le domaine du cuir, avec l'aide active de Bally.

Les expériences de l'OFAEE avec le crédit mixte en Inde sont extrêmement mitigées même si, sur le papier, l'Inde apparaît comme le bénéficiaire-type de crédits mixtes. Les raisons qui font que, près de six ans après sa signature, le crédit mixte ne soit engagé qu'à 50% de son montant total sont variées. Elles tiennent d'une part au fait que les règles administratives du gouvernement indien lui interdisent de faire profiter le bénéficiaire ultime de tous les avantages du crédit mixte qui apparaît en tout cas également comme une aide à la balance des paiements, et au fait que l'industrie indienne peut avoir recours à des crédits commerciaux tout aussi avantageux que ce que le gouvernement lui fait bénéficier au titre des crédits mixtes.

Les besoins en équipements de l'industrie indienne sont malgré tout considérables et la Suisse a une carte importante à jouer pour maintenir et accroître son rôle dans la modernisation du pays.

1.4. L'aide humanitaire et alimentaire

L'Inde est capable de gérer elle-même ses propres situations de crise et de catastrophes. Elle l'a montré dans le passé, depuis la famine du Bihar dans les années soixante, puis lors des cyclones et raz-de-marée qui frappent régulièrement les côtes de la Baie du Bengale ainsi que lors de la terrible sécheresse qui a dévasté des régions entières de l'Inde en 1987. Elle est aussi maintenant capable de faire face à un déficit alimentaire passager, encore qu'il est très difficile de dire de quelle manière elle pourrait résister à une série successive de moussons insuffisantes.

- 22 -

L'aide humanitaire et alimentaire de la Suisse en faveur de l'Inde a surtout consisté à aider des groupes marginaux qui font entendre leur voix par le biais d'oeuvres d'entraide privées suisses. Ses bénéficiaires sont à Calcutta mais également dans différentes régions du pays. Au cours de ces dernières années, l'intensité et l'éventail de l'aide humanitaire suisse a été la suivante:

AIDE HUMANITAIRE ET ALIMENTAIRE 1980 - 1989

	<u>Aide humanitaire</u>	<u>Aide alimentaire</u>	<u>Total</u>
1980	25'000	3'422'000	3'447'000
1981	-	2'824'000	2'824'000
1982	-	1'966'000	2'966'000
1983	50'000	3'120'000	3'170'000
1984	250'000	3'553'426	3'803'426
1985	70'000	2'340'183	2'410'183
1986	590'000	3'110'228	3'700'228
1987	792'500	2'959'421	3'751'921
1988	343'900	2'694'935	3'038'835
1989 (oct.)	367'587	2'630'120	2'997'707

1.5. Les oeuvres d'entraide suisses

Leur relation avec l'Inde est très ancienne. Dans certains cas, elle remonte au siècle passé en ce qui concerne certaines organisations religieuses. La plupart des oeuvres d'entraide non confessionnelles ont cependant démarré véritablement leurs activités en Inde durant les années cinquante, une fois l'effort de reconstruction en Europe plus ou moins terminé. La DDA a pu, lors de sa création en

1961, profiter d'ailleurs de la vaste expérience dont disposaient ces organisations, qu'elle a fait bénéficier de contributions financières plus ou moins importantes. Pour l'ensemble des oeuvres d'entraide suisses, l'Inde reste un pays de concentration également; ainsi, ce sont plus de quinze millions de francs suisses que ces oeuvres d'entraide ont dépensé en Inde durant l'année 1988 de leurs fonds propres.

A l'heure actuelle, bon nombre d'oeuvres d'entraide suisses ont des activités propres en Inde; au premier rang viennent, par l'ampleur de leur programme, Swissaid et Heks. Caritas, l'Action de Carême des catholiques suisses, Pain pour le Prochain, et, dans une moindre mesure, Frères de nos Frères, Terre des Hommes, Genève et Lausanne, etc. sont actifs en Inde.

2. LA DDA ET L'INDE

2.1. Regards sur l'évolution de la coopération

Le premier projet bilatéral de la DDA, celui de l'élevage au Kerala, démarre en 1963. L'accord-cadre entre les deux pays sur la coopération au développement est signé en 1966. Ces deux dates marquent les débuts officiels de la coopération suisse au développement avec l'Inde. Un autre programme important qui vit le jour durant les années soixante et qui, depuis lors, est arrivé à terme, est l'aide à l'installation de réfugiés tibétains dans différents Etats de l'Inde. Une grande partie des projets actuels de la DDA en Inde peuvent être rattachés plus ou moins directement à ces deux précurseurs. L'action en faveur des Tibétains a, par exemple, contribué à nouer des contacts avec les gouvernements provinciaux de Karnataka et d'Orissa, à lancer un projet bilatéral de forage de puits (Swissteco-Drilling) dans

l'Etat du Karnataka, à démarrer des collaborations avec le Social Center d'Ahmednagar (crédit rural), et les organisations volontaires indiennes AFPRO (Action for Food Production) et MYRADA. Elle a aussi permis d'accumuler les premières expériences en matière de crédit rural et donc de préparer la collaboration intensive avec NABARD d'aujourd'hui, et d'aborder les problèmes de l'agriculture en zone sèche.

Le projet d'élevage du Kerala a donné naissance plus ou moins directement à toute une famille de projets similaires avec des engagements au Punjab (1971 à 1979), en Andhra Pradesh (1975 à nos jours) au Rajasthan (1982 à nos jours). Les deux projets d'aide financière, l'un de soutien à l'Institute for Rural Management Anand (IRMA), commencé en 1982, et l'autre d'appui au développement laitier dans les districts du nord du Kerala, qui a démarré en 1987, peuvent aussi être rattachés très directement au projet-pionnier du Kerala. La motion Kloter, déposée à la suite d'un essai nucléaire effectué par l'Inde, contraignit la DDA à ne démarrer aucun nouveau projet durant la période 1974-76. A la levée de cette interdiction, la recherche de projets en matière d'information technique et professionnelle, commencée en 1974 avec le Center of Electronic Design Technology - CEDT, lui aussi à l'origine d'une lignée de projets, fut intensifiée et conduisit à des programmes de formation professionnelle en collaboration avec le gouvernement indien, dans le domaine de la meunerie à Mysore et avec des organisations privées dans le domaine de l'information en mécanique, puis en électronique, avec une fondation privée indienne - NTTF - à Bangalore et dans le sud de l'Inde en général. Des projets démarrèrent également dans le domaine de la recherche appliquée au niveau universitaire en biochimie, le précurseur du projet actuel, en biotechnologie et dans le domaine de l'énergie solaire qui devait se révéler être une impasse.

Dès le début des années 80, plusieurs axes de projets se matérialisèrent, qui occupent maintenant une place déterminante dans le programme de la DDA en Inde. Il s'agit du crédit rural, de la sériciculture et de la collaboration avec des oeuvres volontaires non gouvernementales indiennes, qui, tous trois, ont pris en quelques années une ampleur et une intensité considérables dans différents secteurs et zones du pays. L'amélioration de l'utilisation du sol dans des régions écologiquement menacées comme les zones semi-arides et montagneuses a également gagné en intensité durant les années 80, à un rythme cependant moins soutenu parce que dicté par une prise de conscience plus tardive en Inde de la nécessité d'accorder à ces zones menacées l'importance qu'elles méritent.

2.2. Une somme des expériences de la DDA en Inde

Quelques thèmes fondamentaux

La pauvreté, les disparités sociales, le dualisme de l'économie indienne qui rend difficile de combler le fossé entre riches et pauvres, les facteurs culturels et religieux ainsi que la politique économique et de développement de l'Etat indien sont certainement les éléments qui ont l'influence la plus déterminante sur le travail de la DDA en Inde.

Le Gouvernement indien s'est doté de politiques et de stratégies, pas toujours appliquées en vérité, qui en font un partenaire intéressant pour la coopération internationale au développement, à témoin sa volonté de parvenir à un développement du pays en puisant avant tout sur les ressources indigènes. L'Inde est l'un des rares pays du tiers monde qui consacre des sommes souvent importantes à la lutte contre la pauvreté. De plus, la forme démocratique qu'il a choisie encourage certainement plus que tout autre les gens à développer leur esprit d'initiative. Le plan quinquennal

actuel qui se termine met, par exemple, très clairement l'accent sur l'importance du travail des oeuvres volontaires dans le processus de développement du pays. Lié à la confiance en soi qui habite souvent les dirigeants indiens, il renforce le développement du pays et ses profondes et solides racines dans le substrat socio-culturel. Les partenaires de la coopération internationale au développement font souvent preuve d'une assurance bien établie, parfois teintée d'arrogance, mais aussi d'enthousiasme, de patience et d'imagination.

La somme des expériences à ce jour permet d'identifier les caractères de ce qui constitue le contexte indien:

- La tête et les mains, le savoir et le faire sont parfois totalement séparés l'un de l'autre. Tout travail intellectuel et de planification compte bien plus que l'exécution, taxée d'artisanale; les concepts théoriques et académiques l'emportent souvent sur l'exécution pratique. Cela conduit souvent à surestimer ce qui est réaliste et faisable dans le domaine de la coopération au développement. Il n'est pas rare d'être confronté à des rêves fantastiques sans rapport direct avec la réalité.
- les structures de commandement sont en général autoritaires et interventionnistes; les responsabilités et les compétences sont rarement déléguées. La participation est peu encouragée, la vie publique de ce fait bureaucratifiée et réglementée à l'extrême.
- Les buts purement quantitatifs de croissance rejettent totalement dans l'ombre les objectifs d'ordre social. Le sentiment de solidarité dépasse à peine les limites de la propre famille et du propre clan. L'esprit mercantile régit souvent les relations interpersonnelles, en particulier le donné et le recevoir.
- Les mesures ponctuelles sont préférées à des attitudes globales.

- Souvent l'on ne peut échapper à l'impression que le développement est souvent vécu comme la manifestation de comportement symbolique.

Les expériences avec le Gouvernement

Le Gouvernement constitue naturellement le partenaire privilégié et dominant de la DDA. La collaboration avec les milieux gouvernementaux se déroulent à trois niveaux différents:

- au niveau central (politique, coordination, institut, exécution de programmes nationaux),
- au niveau des provinces et avec les organes exécutifs dans les projets;
- la collaboration avec le gouvernement permet de tirer un bilan globalement satisfaisant où se posent des points positifs et négatifs. L'Inde a hérité de la colonisation britannique non seulement avec l'administration relativement forte mais avant tout la conviction du rôle que cette administration doit jouer dans le processus d'organisation puis de développement du pays. Le sens du service public a été éminent en Inde et le travail au service de l'Etat a été longtemps le leader incontesté de l'échelle des valeurs. Il est à ce jour de plus en plus soumis à la concurrence de l'économie privée par exemple. L'administration est solide et en tout cas présente jusqu'au plus bas échelon du pays; le potentiel de cette structure est remarquable et permet de faire face aux problèmes organisationnels et techniques nécessaires pour faire marcher ce continent. Les plus grandes catastrophes sont maintenant gérées sans intervention étrangère; dans la plupart des domaines techniques traditionnels, l'expertise locale disponible est considérable.

La présence d'une administration relativement forte dans le contexte socio-culturel indien donne naissance à des tensions profondes dont la DDA a été le témoin dans de nombreuses activités de développement. Ces tensions sont un champs magnétique entre deux pôles opposés mais tour à tour importants et prédominants:

- Centralisation contre décentralisation
- Vitesse et quantité contre lenteur et qualité
- Réglementation, simplification contre flexibilité et adaptation
- Rivalité, concurrence, méfiance contre ouverture, information et confiance
- Renforcement de ce qui sépare contre renforcement de ce qui unit.

Dans les cas de crise, il n'est pas rare que nos partenaires ont centré leur attitude sur le premier pôle de ces tensions alors que la nôtre était plutôt centrée sur le second.

Les problèmes que nous rencontrons dans la préparation et l'exécution de mesures de développement avec des partenaires gouvernementaux découle des oppositions susmentionnées.

- La planification de projets de développement n'a souvent que peu ou pas de relations directes avec la pratique dans le terrain; les planificateurs partent très clairement de réflexions macro-économiques et fixent des objectifs purement quantitatifs. La planification à un niveau plus décentralisé et le respect de critères qualitatifs n'ont qu'une importance secondaire; les interventions de politiques de développement sont souvent un catalogue de mesures macro-économiques liées à la libération de moyens financiers importants. C'est une mesure certes nécessaire mais

insuffisante pour mener à bien des programmes ambitieux; l'exemple du "Integrated Rule Development Programme" le montre à l'envi.

- Les processus de décision sont centralisés et structurés de manière très hiérarchique;
- L'exécution de mesures de développement est accompagnée d'une multitude de réglementations et prescriptions qui renforcent la croyance du gouvernement en un développement mécaniste qui est que les buts visés seront automatiquement atteints si l'on libère des moyens et des fonctionnaires en suffisance.

Dans l'exécution des projets, les problèmes pratiques suivants se sont surtout posés:

- La motivation et l'esprit d'initiative ne sont pas encouragés au niveau de l'exécution; ceux qui sont responsables de réaliser un projet doivent obéir et ne développer aucune idée propre;
- Les milieux gouvernementaux ne considèrent généralement le développement pas comme le fruit d'une collaboration avec la population mais au contraire comme un bien dispensé de manière plus ou moins efficace par le gouvernement. Il n'est dès lors pas surprenant de voir que la caste politique cheche à tout prix à s'introduire dans l'appareil distributif gouvernemental pour en partager les bénéfices.
- La corruption reste présente: le pouvoir est de plus en plus mis à disposition du profit personnel et les bénéficiaires de programmes de développement sont souvent spoliés de leur droit.
- La communication fait défaut en ce sens que les expériences positives et négatives ne sont que rarement portées à la connaissance des gens qui ont formulé les concepts de

départ. Le feed back n'est pas assuré, la capacité d'apprendre du système de plus en plus limitée. Cette tendance s'ajoute au penchant inné des planificateurs pour la théorie et renforce leur isolation des réalités pratiques.

Collaboration avec les oeuvres d'entraide privées - oeuvres volontaires

La DDA a donc énormément bénéficié à ses débuts de l'expérience glânée par des oeuvres d'entraide privée suisses en Inde. Elle a d'abord capitalisé cette expérience en renforçant ses liens avec ces oeuvres existantes puis entra progressivement en contact avec des organisations volontaires indiennes. Face à la grandeur du territoire, à la dispersion de ses oeuvres volontaires, au problème de communication culturelle, la DDA a choisi de collaborer avec des organisations faïtières qui les regroupent en grandes familles de pensée, liant le soutien d'activités à la base au renforcement de la capacité de ces organisations à identifier les besoins, à planifier, à exécuter et à évaluer.

En 1980, une collaboration s'instaura avec cinq organisations faïtières: PADI (People Action for the Development of India) situé dans l'orbite du gouvernement; AFFORD/AVARD (Association of Voluntary Agencies for Rural Development) d'inspiration gandhienne, AFPRO (Action for Food Production), VHAI (Voluntary Health Association of India) et ISI (Indian Social Institute), toutes trois d'inspiration chrétienne plus ou moins directe. Les premières expériences furent encourageantes, conduisant dans les années 83-84 au renouvellement de la collaboration. Le contact fut établi avec trois nouvelles organisations, MYRADA (organisation séculaire de développement rural), XISS (Xavier Institute for Social Service d'aspiration chrétienne) et la relance d'une nouvelle activité avec les soeurs de la Sainte-Croix dans le domaine du développement rural. Les années 1980 à 1985 virent l'établissement de la collaboration entre la DDA

et les organisations volontaires indiennes, la deuxième moitié des années 80 présida à l'évaluation des résultats acquis.

Force est de dire que les buts optimistes n'ont été que partiellement atteints, en particulier en raison des éléments suivants:

- Les organisations non gouvernementales ont leurs limites, tant du point de vue de la définition de politique du développement que dans le domaine de l'organisation du travail;
- Elles ne se rendent pas souvent compte de leurs propres limites et ne sont pas suffisamment critiques vis-à-vis d'elles-mêmes et de leurs activités;
- Elles font preuve de beaucoup plus de bonne volonté que de compétence en ce qui concerne le choix des partenaires et des projets, le suivi, l'évaluation, etc.;
- Elles reflètent également le système de valeurs prévalant en Inde. Les responsables de ces organisations ne proviennent que très rarement des rangs des pauvres et des intouchables;
- Le personnel de nombreuses organisations volontaires n'est que très imparfaitement formé.

L'analyse de notre collaboration avec ces oeuvres volontaires nous permet par contre de renforcer, si besoin était, quelques points forts de leurs opérations : elles sont en contact privilégié avec la population, travaillent de manière plus participative et font preuve de plus de flexibilité et d'initiative que la structure gouvernementale.

La collaboration avec les ONG indiennes a placé la DDA, son bureau de coordination à Delhi en particulier, devant quelques problèmes importants. De meilleures méthodes et

instruments de travail ont dû être développés et le sont encore pour permettre d'accompagner les programmes des ONG, en particulier en ce qui concerne le contrôle financier et l'évaluation. Le suivi de la collaboration avec les ONG a également nécessité de la part de notre bureau de coordination une débauche d'efforts, donc de temps et de moyens financiers et logistiques, pas toujours en relation avec le volume financier total. Un meilleur équilibre doit être trouvé, mais pas au détriment de la possibilité d'un contact avec la base.

La DDA doit-elle céder au découragement ? Si elle a dû le faire pour quelques projets ou organisations particulières, une telle attitude n'est pas de mise en ce qui concerne le programme dans son entier. Dans la plupart des cas, les projets ont réalisé des objectifs importants et un excellent travail a été effectué. Le programme de collaboration avec les ONG indiennes est donc devenu une partie importante et essentielle de notre collaboration avec l'Inde.

Durant 1988 et 1989, HEKS et SWISSAID, les oeuvres d'entraide suisses ayant le plus grand programme en Inde, ont procédé à une évaluation de leurs activités d'un oeil critique. Elles ont abouti à des conclusions très similaires à celles qui sont valables pour le programme de la DDA. Un séminaire d'échanges d'expériences sera organisé pour essayer de tirer en commun les éléments du renforcement qualitatif et quantitatif de la collaboration avec les oeuvres volontaires indiennes.

Quelques réflexions sur la concentration géographique et sectorielle

Une conclusion importante de ces vingt-huit ans de coopération au développement avec l'Inde est qu'il n'y a pas de secteur ou de domaine grossièrement négligé par les efforts globaux indiens; il y a par contre des "niches" de qualité que l'Etat tente de combler avec l'aide de partenaires

étrangers. Cela est d'autant plus vrai pour un petit pays donateur comme la Suisse en Inde.

La DDA ne veut pas seulement financer des programmes déjà préparés par l'Administration, mais entend devenir un partenaire dans le domaine de la coopération au développement, les quelques conclusions suivantes tirées de la situation actuelle peuvent dès lors contribuer à guider notre action:

- Les moyens relativement modestes qui sont ceux de la DDA devraient d'abord être investis en priorité au niveau micro puis, en cas de résultats probants, être élargis de manière parfois substantielle sur une base beaucoup plus grande, cela dans l'optique d'une amélioration de la qualité de notre coopération au développement;
- L'identification, puis la préparation de programmes de développement durent de très nombreuses années (quatre à cinq ans en moyenne) jusqu'à ce qu'un consensus existe sur les buts et les moyens à mettre en oeuvre. La cause première est à attribuer à la lourdeur de l'appareil bureaucratique indien et à son dédain de toute innovation;
- Dans le choix des projets, la DDA se voit contrainte de se laisser guider par un certain pragmatisme à l'intérieur des secteurs d'intervention choisis;
- Lors du choix des partenaires, la motivation et le fait de partager une certaine perspective commune doivent guider notre attitude.

Il n'est pas étonnant dès lors qu'au début, avant tout, le choix des projets de la DDA ait été imprégné de beaucoup de pragmatisme. Le hasard présida également à certaines évolutions, ce qui n'enlève rien à la constatation que les secteurs de concentration actuels du programme de la DDA en Inde témoignent d'une forte homogénéité et font preuve d'une concentration technique d'autant moins étonnante que les bonnes opérations du début ont fortement marqué l'évolution du programme.

Il est difficile de parvenir à une concentration géographique satisfaisante et force est de reconnaître que nos efforts en la matière n'ont pas toujours été couronnés de succès. Mais le besoin de concentration que nous ressentons n'est pas partagé par le gouvernement central indien qui revendique, à juste titre, que la cohérence soit en particulier assurée à son niveau. Le gouvernement central indien est contraint d'englober l'ensemble de son territoire dans ses préoccupations et est soumis à des pressions politiques permanentes pour le faire; il ne peut dès lors pas officiellement approuver notre désir de nous concentrer géographiquement. Il nous faut donc trouver voies et moyens pour atteindre malgré tout une telle concentration qui reste à nos yeux importante comme le témoigne notre expérience. De nombreuses années s'écoulent en général lorsque la DDA parvient, dans un Etat de l'Union indienne, à créer et nouer les contacts qui permettent la confiance dans les relations et donc l'élargissement des programmes.

2.3. Essai d'un bilan intermédiaire

Dans quelle mesure le programme de la DDA en Inde a-t-il pu contribuer à réaliser les deux objectifs les plus importants de la loi sur la coopération internationale au développement, à savoir l'appui à des groupes de population pauvre dans des régions défavorisées et le renforcement des capacités de l'Inde à assumer elle-même son propre développement ?

Si nous voulons essayer de répondre à la première question d'une manière puriste et tronquée, il conviendrait de dire qu'en fait, la DDA n'a pu, qu'à titre exceptionnel, impliquer directement les plus pauvres du pays dans une collaboration au développement. Mais il apparaît beaucoup plus juste de souligner que la DDA a par contre, dans de nombreux secteurs, effectué une contribution importante en faveur de couches de population pauvre du pays par le développement d'une phase économique durable, le renforcement d'institu-

tions et de politiques oeuvrant à la croissance dans l'équité et à la lutte contre l'élargissement du dualisme de l'économie.

Les efforts de la DDA ont été en général couronnés de succès dans l'encouragement au développement autonome du pays. Cela fut d'autant plus facile que le développement autonome et indépendant du pays est un des principes fondamentaux de la politique de développement économique de l'Inde.

Un certain nombre de difficultés et de défis de notre collaboration avec l'Inde réside également dans nos exigences parfois exagérées, l'impatience par rapport à des systèmes de valeur différents du nôtre ainsi que par le fait que nous voulons souvent atteindre trop de choses en même temps. Il n'est dès lors pas étonnant que, par rapport à d'autres organisations, qui sont beaucoup plus disposées à accepter tel quel et sans sourciller les programmes qui leur sont soumis, la DDA fasse partie des partenaires les plus difficiles. Mais il faut également souligner dans le même souffle que cette attitude exigeante a conduit à des succès probants lorsqu'elle a été acceptée et partagée par nos partenaires; les programmes d'élevage, l'orientation des programmes de formation professionnelle, le respect d'objectifs sociaux dans la sériciculture et les exigences mises au développement du secteur rural non agricole en matière de crédits peuvent être cités comme des exemples probants à cet égard.

Il faut également reconnaître qu'en Inde aucun donateur bilatéral ne peut exercer, au niveau central, une influence durable et profonde sur les décisions en matière de politique économique, de stratégie de développement, d'ajustement structurel, etc. Même la Banque mondiale et le Fonds monétaire international rencontrent des difficultés à cet égard, malgré l'ampleur des moyens financiers à leur disposition. L'expérience a également montré que le développement d'activités pratiques et cohérente au niveau du terrain peut avoir une influence considérable sur des politiques sectorielles. De cette manière, la Suisse, comme modeste pays

donateur, peut avoir et a eu, dans certains secteurs, un poids important dans le dialogue des politiques. Cela peut se faire soit en identifiant des alternatives cohérentes telles qu'en matière d'élevage bovin, soit en priorisant des influences jusque là négligées tels que le développement de la base fourragère, l'adaptation de la formation professionnelle aux exigences de l'industrie, l'importance de créer son propre design, ou en mettant l'accent sur des points névralgiques comme dans certaines pratiques du crédit rural par exemple. Le chemin qui a été pris est aussi productif; il restera cependant toujours rocailleux.

Les pièges qui menacent la DDA en Inde comme dans les autres pays du sous-continent indien sont, d'une part, le penchant au perfectionnisme dans la planification et l'exécution de programmes, mais également le manque de patience, de constance et d'endurance. Il n'est pas rare qu'en raison de différences entre la hiérarchie des valeurs des deux partenaires, il faille compter parfois jusqu'à dix ans avant que les partenaires tirent à la même corde. Il est à notre avis indispensable pour la DDA de faire preuve d'une grande endurance et de ne pas hésiter à s'engager sur une collaboration au long cours et à ne pas changer de cap malgré les écueils inévitables.

Des limites particulières sont apparues dans le recrutement de personnel. Il est très difficile de trouver des collaborateurs qui soient supérieurs à la moyenne pour s'imposer dans un pays exigeant comme l'Inde et qui puissent également s'adapter aux conditions particulières du pays.

III. L I G N E S D I R E C T R I C E S D E L A
 C O L L A B O R A T I O N F U T U R E
 * * * * *

1. BUTS G E N E R A U X

Les buts des programmes de développement du Gouvernement indien et les objectifs de la coopération suisse au développement concordent dans une très large mesure, sur le papier tout au moins, comme la deuxième partie de ce document l'a illustré. Cette harmonie au niveau des objectifs pourrait conduire à la conclusion que les moyens de la DDA devraient être concentrés sur les programmes de lutte contre la pauvreté. Cependant, l'analyse de l'expérience de la DDA en Inde ne permet pas de justifier une telle orientation unilatérale. La capitalisation de ces expériences conduit plus logiquement à la conclusion que la DDA doit, en Inde, continuer de s'associer de manière sélective à des efforts de développement du gouvernement contribuant à faire éclater les conditions économiques et sociales qui perpétuent la pauvreté dans ses différentes manifestations. Bien plus, le choix d'actions doit être déterminé par:

- Les besoins et les possibilités des bénéficiaires par le biais de programmes qui choisissent comme points de départ les hommes et non pas des concepts abstraits;
- D'encourager l'initiative des organisations et des personnes bénéficiaires, en particulier leur volonté d'un développement autonome;
- L'assurance de l'utilisation efficace des fonds suisses limités.

En complément à la collaboration avec le gouvernement, qui reste l'élément central de l'activité de la DDA en Inde, la collaboration avec les organisations non gouvernementales doit être poursuivie et renforcée autour de deux axes.

- a) Le développement d'alternatives, qui soient économiquement et socialement viables, aux programmes gouvernementaux plus rigides. De tels modèles doivent pouvoir être répliqués. Il s'agit en outre d'éviter des modèles qui fassent double emploi avec les programmes gouvernementaux ou qui encouragent l'établissement de bureaucratie parallèle dans le mouvement volontaire.
- b) Le renforcement des mouvements volontaires dans leurs efforts de faire participer activement les bénéficiaires de programmes gouvernementaux à la planification et à l'exécution de ces mesures. Il s'agit d'établir des ponts entre l'administration gouvernementale et la population. Dans ce contexte, il peut être important de renforcer l'organisation et la gestion des organisations volontaires et améliorer leurs compétences professionnelles.

L'appui à des oeuvres d'entraide privées suisses actives en Inde sera également examiné à l'aune de ces critères, tout en respectant les orientations de politiques de développement de telles organisations.

2. CENTRES DE GRAVITE SECTORIELS

2.1. La concentration des efforts est essentielle

La DDA s'est engagée depuis longtemps pour la concentration des efforts. Ce plaidoyer ne doit plus être refait ici. Il n'en revêt pas moins une importance plus aiguë encore en Inde.

Les réussites en matière de développement subissent en Inde un processus de maturité extrêmement lent. Leur émergence est favorisée non seulement par un savoir technique basé sur l'expérience et de profondes connaissances du milieu socio-culturel ambiant mais également par le recours à des partenaires indiens éprouvés. Les moyens financiers et personnels de la DDA en Inde sont limités. Même avec une multiplication des moyens du personnel actuellement à disposition, la coopération suisse au développement en Inde sera forcément plus justifiée par la qualité qu'elle atteint que par la quantité de ses moyens.

Eu égard à la grandeur du pays partenaire et à l'extrême diversité des facettes de son développement, la DDA doit plus qu'ailleurs encore concentrer ses forces géographique-ment et thématiquement.

La concentration des efforts signifie également que l'on choisisse de manière consciente et précise les domaines adéquats pour une coopération à long terme ainsi que leur centre de gravité thématique et géographique.

2.2. Concentration thématique

La concentration thématique du programme actuel et futur a été effectuée en fonction des réponses aux trois questions suivantes:

- a) Quels domaines de coopération offrent des perspectives réalistes pour une contribution efficace et durable de la DDA au développement de l'Inde ?
- b) Quels domaines de coopération traditionnelle justifient dans cette perspective un soutien accru ? Quels nouveaux domaines doivent être pris en considération ?
- c) Est-ce que les projets individuels peuvent être groupés en secteurs cohérents de manière à assurer un suivi efficace tant du point de vue des compétences techniques que de l'organisation à mettre en oeuvre ?

En réponse aux questions susmentionnées, les quatre groupes de projets suivants ont été identifiés:

- 1) Utilisation rationnelle du sol dans des régions semi-arides et montagneuses menacées par l'érosion;

Près de deux tiers de la population agricole indienne sont engagés dans une agriculture de subsistance dans des régions sèches qui ne sont arrosées que par les pluies. S'il est vrai que l'agriculture en zones sèches commence à recevoir une attention un peu plus sérieuse en Inde, il n'en reste pas moins qu'il existe encore des besoins énormes à satisfaire pour aider la population paysanne de ces régions à stabiliser les rendements et à renverser la tendance à la dégradation écologique. Ce groupe de projets se prête particulièrement au soutien d'entreprises novatrices, voire risquées.

2) Production laitière et animale

La DDA a une longue tradition dans ce secteur en Inde. Au travers de multiples actions, elle a fait une contribution significative au progrès de ce secteur en tirant des expériences positives d'expériences multiples. L'expérience accumulée à ce jour indique de manière pertinente que ce secteur peut jouer un rôle essentiel en faveur de petites exploitations agricoles en complétant leurs revenus, en leur assurant une viabilité économique, en augmentant leurs actifs et en améliorant le niveau nutritionnel familial. A l'avenir, les activités de ce secteur seront développées comme composantes de systèmes agricoles globaux, visant à utiliser le sol de manière plus rationnelle et en particulier à donner plus d'importance à la base fourragère. Une attention spéciale devra être apportée au développement de ressources communes, par des appuis techniques et en matière d'organisations de la communauté paysanne. Le développement de ce secteur permettra de renforcer les mécanismes d'ajustement de petites exploitations agricoles aux risques, particulièrement dans les zones semi-arides.

3) Petite industrie et artisanat rural

Ne pouvant surmonter le handicap qui les sépare de l'agriculture de marché, certaines régions du pays, défavorisées sur les plans climatique et écologique, ne peuvent garder leur population que si d'autres sources d'emploi et de revenus sont créées qui complètent ou remplacent l'agriculture comme base économique. Dans certaines régions, la production laitière et l'élevage apportent ce ballon d'oxygène; dans d'autres, c'est la petite industrie rurale et le commerce qui offrent ces possibilités.

Une utilité non agricole traditionnelle dans les zones rurales ne peut cependant contribuer à satisfaire les besoins essentiels de la population locale que si elle reste viable; les compétences techniques doivent être accrues, l'apparence et la présentation des produits améliorées, les contrôles de qualité introduits, l'accès aux matières premières et au marché assuré.

La plus grande partie de la main-d'oeuvre que l'agriculture ne peut plus employer, ou qui arrive pour la première fois sur le marché du travail, doit par contre être absorbée par le secteur rural moderne organisé. Les zones rurales bénéficient d'un avantage comparatif quant à certaines activités modernes, telles celles qui sont liées à l'agriculture ou à l'élevage. Même lorsqu'un tel avantage n'existe pas, il est possible d'associer les zones rurales aux procédés de production industrielle modernes, à travers la sous-traitance, par exemple. Pour qu'une telle croissance puisse émerger dans les zones rurales, certaines conditions de base doivent être remplies: une infrastructure physique (routes, électricité) et sociale (écoles, hôpitaux), de base, l'octroi d'encouragements fiscaux, la disponibilité de crédits et la structuration des marchés. Le gouvernement et les organisations volontaires peuvent jouer un rôle éminent dans l'émergence d'un tel climat favorable, soutenus en cela par la coopération internationale au développement.

4) Développement des ressources humaines et recherches

Ce qui caractérise ce groupe de projets est le fait que le développement d'un capital humain est une condition essentielle au développement durable et autonome. La Suisse dispose d'une compétence reconnue en tout cas dans le domaine de l'éducation professionnelle et le transfert de technologie. Le développement des ressources humaines dépasse cependant les limites de la formation professionnelle et comprend les actions nécessaires à doter les groupes et communautés des qualités et des compétences qui

leur permettent d'assurer eux-mêmes leur propre développement: leadership, gestion d'organisation volontaire, etc. Les programmes de HEKS et Swissaid en Inde épousent tout-à-fait les objectifs de ce groupe de projets.

Pour des raisons tout autant pratiques que logiques, en particulier en raison de ses liens étroits avec le développement des ressources humaines, les activités de recherches encouragées par la DDA en Inde (biotechnologie en premier lieu) sont associées à ce groupe de projets.

2.3. Concentration géographique

A l'exception des efforts portant sur l'amélioration de l'utilisation du sol, les groupes de projet identifiés ci-dessus n'ont pas nécessairement besoin de faire l'objet d'une concentration géographique très prononcée. Quelques considérations d'ordre opérationnel, certaines d'entre elles importantes, rendent cependant un certain groupement géographique très souhaitable :

- La capacité de la DDA est limitée d'acquérir les connaissances indispensables à la compréhension du milieu socio-économique, culturel et politique de ces projets et programmes;
- Le développement de relations de travail fructueuses et durables avec nos partenaires est un processus long et progressif.
- Le poids de la DDA dans le dialogue des politiques avec des gouvernements provinciaux ne dépend pas seulement de la qualité de nos relations mais également du poids et des dimensions de nos programmes avec ces provinces respectives;

- Le temps consacré aux voyages nécessaires pour rester en contact avec la réalité du terrain constitue un obstacle naturel à la dissémination de nos efforts.

Sur cette base, le programme de la DDA en Inde devrait renforcer encore la concentration géographique sur les axes développés durant la collaboration passée.

2.4. La coopération indo-suisse en bref

(V. tableau ci-contre)

T A B L E A U D E L A C O O P E R A T I O N I N D O - S U I S S E

SECTEURS	I	II	III	IV
PARTENAIRES	Utilisation rationnelle du sol	Production laitière et animale	Petite industrie et artisanat rural	Développement des ressources humaines et recherche
Gouvernement	- PIDOW - IIM,A - ICRISAT	- ISPK * - ISPA * - ISPR * - NKOP * - Dairy Orissa *	- NABARD - ISTP - Sériciculture AP + TN - COFIDA sériciculture	- COFIDA Electronique - CEDT - ISTC ** - ICTRETS - IRMA - ISMT - Biotechnologie
Organisations non gouvernementales (NGO) (Programme de première priorité)	- CAPART - AFPRO - SPWD - KADIRI - Social Centre	- NGOs Kerala * - NGOs Rajasthan *		- HEKS - SWISSAID - NEC ** - NTTF ** - VHAI - AFFORD - HOLY CROSS - XISS - Natural family planning
Organisation non gouvernementales (ONG) (Programme de seconde priorité)	- AFFORD	- XISS - CAPART	- NEC - NTTF - SWISSAID - HOLY CROSS	- Social Centre - KADIRI - SPWD

* en régie à Intercoopération

** en régie à Swisscontact

3. PRINCIPES DIRECTEURS OPERATIONNELS

3.1. Les partenaires de la DDA

Le gouvernement central à Delhi et les gouvernements des Etats provinciaux restent et de loin les partenaires les plus importants de la DDA en Inde. Les liens et relations entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux sont soumis à des normes constitutionnelles et administratives qui échappent naturellement à l'influence de la DDA. La DDA doit donc adapter sa structure à la constellation existante, ce qui signifie, d'une part, avoir une forte représentation à Delhi pour négocier au niveau du gouvernement central et, d'autre part, être présent au niveau des gouvernements provinciaux qui, selon la division du travail en vigueur en Inde, sont responsables pour l'exécution et la mise en oeuvre des programmes gouvernementaux dans les domaines de concentration de la DDA. Pour des raisons historiques, ces Etats sont surtout concentrés dans le sud et l'ouest du pays.

La collaboration de la DDA avec l'appareil gouvernemental la place naturellement au sein du système bureaucratique. Au fil des années, la DDA s'est rendu compte que la collaboration avec des organisations volontaires permettait de créer les mécanismes par lesquels les populations concernées pouvaient participer à l'élaboration et à l'exécution de programmes gouvernementaux, qu'ils ont indéniablement enrichis.

Dans ce but, il peut apparaître utile que les deux partenaires, le gouvernement et les organisations volontaires, soient liés par une responsabilité commune de projet.

L'expérience montre cependant que la collaboration avec des organisations volontaires devient problématique dans des domaines techniquement exigeants. Le choix d'organisations

volontaires comme partenaires n'est pas facile et c'est une collaboration dans le terrain qui peut parfois montrer les véritables capacités et limites d'une organisation. Les caractéristiques des organisations volontaires qui sont devenues et restées les partenaires de la DDA en Inde sont:

- un très bon contact avec la base,
- une motivation de croissance et de justice et donc une combinaison d'objectifs quantitatifs et qualitatifs,
- la disponibilité à travailler avec le gouvernement et
- une compétence professionnelle minimum reconnue dans le secteur d'intervention

3.2. Planification, conception et exécution de projets

Les quelque 30 ans de travail de la DDA en Inde permettent d'affirmer la validité des options stratégiques suivantes:

- a) une concentration dans des domaines avec une perspective de coopération à long terme;
- b) le lancement de projets d'une grande ampleur, voire de programmes sectoriels est souhaitable mais ne peut s'effectuer qu'après la collaboration dans des petits projets, souvent pilotes, soigneusement préparés et exécutés;
- c) l'examen attentif de la viabilité économique et sociale, donc de la durabilité des mesures envisagées;
- d) l'analyse et le respect de la capacité d'absorption des organes d'exécution et de la population participante;
- e) dans tous les cas possibles, la participation des partenaires concernés à un stade suffisamment tôt de la planification.

Les éléments opérationnels qui demandent à nos yeux une attention accrue à l'avenir qu'ils n'ont pas toujours reçue par le passé sont:

- a) l'environnement doit être respecté de manière plus concrète dans les mesures de développement rural;
- b) Le rôle de la femme n'est plus à démontrer; il faut redoubler d'efforts pour le faire passer des déclarations verbales aux réalisations pratiques;
- c) L'amélioration des outils de travail par l'utilisation de meilleurs instruments de planification et de suivi (ordinateurs, etc.) ainsi que la formation des organes d'exécution responsables;
- d) la mise sur pied de liens plus étroits entre projets et programmes individuels afin d'améliorer le flot d'information et la capitalisation des expériences.

3.3. Suivi et évaluation

Dans le contexte indien, les notions de suivi et d'évaluation sont avant tout quantitatives et ne jouissent pas d'un grand prestige et de respect ni auprès du gouvernement ni auprès de la plupart des organisations volontaires. La DDA devra certainement à l'avenir chercher à convaincre ses partenaires que ces instruments sont les conditions même de la durabilité des projets. L'objectif visé est d'introduire les concepts de suivi et d'évaluation lors de la planification de projets individuels et de doter leurs fonctions du personnel et des finances nécessaires à leur déroulement.

L'expérience a montré que, dans le cas de grands projets à long terme, un appui technique, mais dans certains cas également scientifique, doit absolument être organisé dont

peuvent bénéficier l'ensemble des projets dans les quatre groupes identifiés. De tels efforts ont déjà été entrepris depuis longtemps et avec un réel succès dans le secteur de l'élevage et de la production laitière ; des initiatives identiques ont été lancées dans le crédit et la formation professionnelle.

La révision comptable systématique et régulière des projets est également un aspect important du suivi et de l'évaluation; elle est assurée au sein des bureaux de coordination de Delhi par un réviseur suisse régional (responsable également pour le Pakistan), appuyée par un collaborateur indien qualifié.

3.4. Personnel d'appui et d'exécution

Les tâches de coordination et d'exécution de projets et de programmes sont soumises à des changements importants dont les principales tendances sont:

- Les exigences en matière humaines, professionnelles et gestionnaires sont en augmentation constante;
- La primauté de la connaissance théorique est à peine entamée en Inde. Il s'est avéré difficile pour la DDA de recruter des coopérants qui ont la motivation et l'expérience nécessaires pour lier de manière harmonieuse la théorie et la pratique dans la collaboration au développement;
- Le gouvernement indien est devenu plus réticent encore à l'engagement à long terme de coopérants étrangers, même dans des cas où la clause du besoin était clairement remplie.

La DDA se verra dès lors de plus en plus contrainte à l'avenir de regrouper au sein des bureaux de coordination les responsabilités de suivi de projets et de programmes; tâche délicate si l'on n'entend pas perdre le contact avec la réalité du terrain qui constitue notre meilleur atout pour participer de manière efficace au dialogue des politiques.

Le bureau de coordination de demain devra être doté des compétences suivantes:

- a) Celle du généraliste au bénéfice d'une longue expérience dans le domaine du développement et de qualités indéniables en matière de gestion et de conception;
- b) Un know how solide, renforcé par l'expérience, pour les principales questions professionnelles et techniques des groupes de projets;
- c) La capacité de travailler dans un team pluridisciplinaire, capacité de négociation et de compréhension d'environnement différent ainsi que
- d) Une composition équilibrée de personnel suisse et indien.

IV P R O G R A M M E D E L A D D A E N I N D E
D A N S L E S P R O C H A I N E S A N N E E S

1. INTRODUCTION

Le programme de la DDA en Inde dans les cinq prochaines années est le fruit de la conjugaison des programmes de développement nationaux et des possibilités de la Coopération suisse au développement. L'expérience faite durant ces vingt-huit dernières années renforce les tendances qui se dégagent.

Dans les chapitres ci-dessous, les projets seront au sein de chacune de leur famille, classés en trois catégories: ceux qui continueront, ceux qui seront terminés et les actions qui sont envisagées. Les descriptions des projets en cours, qu'ils continuent ou qu'ils se terminent, constituent l'annexe 3 du présent document.

2. CADRE FINANCIER (versements)

Le cadre financier prévisible durant les cinq prochaines années est présenté dans le tableau ci-après:

Secteur	Année	1989	1992	1995	Total
I. Utilisation rationnelle du sol		5	8	14	27
II. Production laitière et animale		5	7	8	20
III. Petite industrie et artisanat rural		25	25	25	75
IV. Human Resource De. & Research		40	50	60	150

3. PLANIFICATION DU PROGRAMME DE COOPERATION AVEC L'INDE

3.1. Amélioration de l'utilisation du sol dans les zones écologiquement menacées

Projets qui continueront

- PIDOW: Participative and Integrated Development of Watershed, Gulbarga - Karnataka.
- IIM,A: Research in Credit and Technology in agriculture with the Indian Institute of Management, Ahmedabad
- ICRISAT: International Centre Research Institute for Semi-Arid Tropics
- CAPART (ex PADI) (Council for Advancement of People's Action & Rural Technology)
- AFPRO (Action for Food Production)
- SPWD (Society for the Promotion of Wasteland Development)*

* Organisation faîtière d'ONG à travers lesquelles une vingtaine de projets sont réalisés dans le terrain

Projets envisagés

- Développement de pâtures au Karnataka
- Développement d'une région montagneuse dans l'Himalaya

Projets qui se terminent

- Social Center Ahmednagar
- Kadiri (Myrada)

Projets qui continuent

Le projet PIDOW à Gulbarga a démarré en 1985 sous forme d'une action tripartite entre le gouvernement de l'Etat du Karnataka, l'organisation volontaire privée MYRADA et la DDA. Bien des vicissitudes ont marqué les premières années de réalisation du projet, dues d'une part au caractère novateur des actions entreprises, d'autre part au fait que PIDOW est le premier projet concret d'une collaboration formalisée entre le gouvernement, ONG et un donateur bilatéral. Ce projet reflète d'ailleurs la division du travail entre gouvernements et ONG telle qu'elle est décrite dans le Septième Plan quinquennal.

La collaboration avec l'"Indian Institute of Management" d'Ahmednagar a démarré en 1988 sur la base des contacts noués lors des diverses évaluations d'activités en matière de crédit rural. Le projet entend soutenir la recherche dans des secteurs qui ne sont pas prioritaires au niveau universitaire ni n'attirent des fonds de l'industrie mais qui n'en sont pas moins prioritaires dans le cadre du développement national. Il s'agit avant tout des régions sèches et semi-arides ainsi que des problèmes liés aux petits paysans. Le programme de recherche concerne surtout les domaines du crédit (lien entre les programmes de prêts des banques et

les besoins des petits paysans), du fonctionnement des banques rurales dans ces régions et des obstacles au changement des politiques et des programmes en faveur des zones semi-arides.

La coopération avec ICRISAT, un des membres de la famille du CGIAR, est également mentionnée dans le cadre du programme de la DDA en Inde, bien qu'elle n'émerge plus au budget bilatéral, en raison du fait qu'elle entre tout-à-fait dans les objectifs visés par la DDA en Inde.

Dans le cadre de la collaboration avec des organisations volontaires indiennes, les actions entreprises avec CAPART, AFPRO et SPWD seront poursuivies. CAPART est une organisation parastatale qui constitue un passage obligé pour la collaboration avec des organisations volontaires indiennes et avec laquelle la DDA collabore dans une série de projets intéressants dans le domaine de l'élevage, avec des organisations volontaires de base, d'aspiration hinoue. La collaboration avec AFPRO est déjà fort longue, elle est émaillée de résultats très probants, en particulier dans la gestion des ressources en eau et le développement de bassins versants. SPWD est un partenaire relativement récent, d'inspiration gouvernementale, qui s'est donné pour tâche de remettre en valeur des terres abandonnées et dégradées.

Actions envisagées

La DDA mène depuis plus de cinq ans des discussions avec le Gouvernement indien pour la préparation de projets dans des zones montagneuses de l'Himalaya. Ces discussions ont jusqu'à présent été ralenties par des obstacles d'ordre avant tout institutionnel car le Gouvernement entend imposer comme partenaire le Département des forêts, que ses activités et son rôle ne prédisposent pas à cette tâche. La préparation de cette idée est presque au point mort.

La préparation d'un projet de développement de zones de pâtures avec le Département de l'élevage de l'Etat du Karnataka est par contre plus avancée, même si des problèmes d'ordre institutionnel demeurent; le but est de développer un modèle pour la gestion de ressources communautaires qui offrent à travers l'Inde les meilleures chances d'un développement spectaculaire de cultures de fourrage et de bois de feu.

Projets qui se termineront

La collaboration avec le Social Center d'Ahmednagar est fort ancienne également; elle date du début des années septante. Elle a permis de développer des modèles extrêmement intéressants d'extension du crédit, en particulier pour des couches défavorisées d'agriculteurs, et certainement contribué à ce que la collaboration avec NABARD occupe la place qu'elle a dans le programme actuel de la DDA. Les fonds investis avec le social Center dans l'appareil bancaire officiel ont été réinvestis pour des actions de développement dans le district d'Ahmednagar; elles ont fait l'objet d'un accord avec la DDA et seront suivies à distance par le buco de Delhi.

La collaboration avec MYRADA pour l'aide à l'établissement de paysans sans terre sur les terres agricoles marginales ne sera pas poursuivie; le modèle envisagé s'est avéré non viable et dès lors non répliquable.

3.2. Elevage et économie laitières

Projets qui continueront

- ISPK: Indo-Swiss Project Kerala.
- ISPA: Indo-Swiss Project Andhra Pradesh
- ISPR: Indo-Swiss Project Rajasthan
- NKDD: Northern Kerala Dairy Project
- ONG-Kerala

Actions envisagées

- Production laitière Orissa
- ONG Rajasthan
- ONG Andhra Pradesh

Projets qui continueront:

ISPK a débuté en 1963. Après cinq années de travail de base intensif, le projet a progressivement étendu ses activités pour couvrir maintenant l'ensemble de l'Etat du Kerala par ses services en matière d'élevage (croisement des races locales avec des races exotiques, fourniture de semences améliorées de taureaux, mise sur pied du système d'insémination artificielle, etc.) et de fourrage. La gestion du projet est depuis longtemps en mains kéralaises; le dernier expert suisse à plein-temps a quitté son poste en juillet 1987. Au début de 1990 démarrera une phase dite de suivi d'une durée de cinq ans avec un apport suisse en matière de pièces détachées, compléments de formation et suivi scientifique.

Le projet d'élevage bovin d'Andhra Pradesh (ISPA) a maintenant, après huit ans de concentration dans les zones côtières de Visakhapatnan, étendu progressivement certaines de ses activités en matière d'élevage aux limites de l'Etat entier, l'un des plus grands de l'Union indienne. Le projet d'élevage caprin du Rajasthan (ISPR) avait été conçu au départ pour poursuivre les mêmes activités que les projets d'élevage bovin mais avec les chèvres. Parti en particulier sur des hypothèses qui ne se sont pas toujours avérées exactes, le projet a progressivement redressé son cours pour, parfois contre la volonté de notre partenaire, donner moins d'importance aux croisements des races locales avec des races exotiques qu'au lancement d'activités (amélioration de la production de races locales, amélioration de la base fourragère, etc.) visant à accroître l'économie de

l'élevage caprin qui fournit la base vitale de la plus grande partie de la population des régions semi-désertiques du Rajasthan.

Conséquence logique du projet ISPK, le projet d'aide financière au développement laitier des districts du nord du Kerala (NKDP) a théoriquement démarré en 1987 après près de cinq ans de gestation; la marmite politique kéralaise et les conflits de compétence entre départements ont cependant fortement ralenti le développement des activités. Le projet ISPK susmentionné a occasionné, chez les producteurs, un triplement de la production laitière par rapport aux races locales. La DDA a dès lors logiquement décidé de s'associer à l'organisation coopérative des producteurs laitiers kéralais, mise sur pied dans le cadre de l'opération pan-indienne, dite "Operation Flood", de collecte, transformation et commercialisation du lait. Le projet devrait durer sept ans, la première phase de quatre ans se terminer à la fin de 1993.

Afin de mieux ancrer les possibilités et pratiques d'élevage et de mieux assurer leur acceptation par l'ensemble de la population paysanne concernée, afin donc d'assurer une couverture optimum des bénéficiaires que le gouvernement ne peut pas assurer, la DDA a lancé au Kerala d'abord un programme de collaboration avec des organisations volontaires locales, complémentaire aux activités dans les domaines de l'élevage du développement du fourrage et de la production laitière. Le programme du Kerala a déjà démarré sur une large base après une phase pilote de deux ans; des actions similaires sont envisagées au Rajasthan où elles sont en passe de démarrer et en Andhra Pradesh où l'inventaire des organisations volontaires doit cependant encore être effectué.

Actions envisagées

Le succès des projets d'élevage de la DDA a toujours amené le Gouvernement indien à rechercher davantage la collaboration de la Suisse dans ce secteur. Au fil des années, différentes idées de programme ont été mentionnées, dont certaines n'ont jamais vu le jour. L'intention de lancer un programme plus ou moins identique dans l'Etat d'Orissa s'est avérée d'une opiniâtreté telle qu'elle a permis, dix ans après la première mention de cette possibilité de projet, d'organiser, en 1989, des missions, la première d'identification et la deuxième de planification d'un projet visant à améliorer le potentiel de l'élevage à l'intérieur des systèmes agricoles (farming systems) prévalant dans une région de l'Etat.

3.3. Petite industrie et artisanat rural

Projets qui continueront

- NABARD: National Bank for Agriculture and Rural Development
- ISTP: Inter State Tasar Project
- Sériciculture Andhra Pradesh and Tamil Nadu
- COFIDA Sériciculture

La coopération avec NABARD, amorcée en 1979, s'est progressivement concentrée sur le secteur rural non agricole et plus particulièrement le développement de l'artisanat et de la petite industrie pourvoyeuse d'emplois. La contribution de la DDA se fait sous la forme d'un fonds de roulement pour des crédits à la petite entreprise, mais également à travers des mesures de renforcement institutionnel de l'organisation

faîtière du crédit rural en Inde en vue de renforcer son rôle de promoteur dans ce secteur rural non agricole qui, depuis l'indépendance du pays, s'est développé relativement bien de manière anarchique, loin de l'attention des planificateurs qui n'avaient d'yeux surtout que pour l'agriculture et l'industrie moderne manufacturière. Le dialogue avec NABARD peut être taxé d'extrêmement satisfaisant, la DDA complétant la capacité reconnue de l'organisation en technique bancaire et financière par l'adoption de mesures de développement qui se sont avérées viables et répliquables à travers son programme bilatéral. La collaboration DDA-NABARD a été prise sous la loupe en 1986 par le contrôle fédéral des finances qui en a recommandé sa poursuite à la condition que l'effort soit thématiquement et géographiquement concentré.

Les autres actions en cours dans cette famille de projets concernent uniquement la sériciculture. La collaboration suisse dans ce secteur a démarré au début des années 80 par des activités dans le domaine de la formation (voir ICTRETS dans le paragraphe suivant). Cette collaboration a permis de créer des liens de confiance entre la DDA et le "Central Silk Board" du gouvernement indien et de réaliser à quel point, dans des conditions agro-climatiques appropriées, le développement de la sériciculture était non seulement extrêmement viable économiquement, mais qu'il était également gros créateur de postes de travail, en particulier en faveur de groupes plutôt défavorisés (femmes, populations tribales, hors castes) qui fournissent traditionnellement la main d'oeuvre nécessaire au secteur. La collaboration accrue entre le Central Silk Board et la DDA allait d'abord passer par ISTP, un projet qui vise à maximiser la production et la commercialisation de soie "Tasar" au bénéfice des populations tribales qui en sont les acteurs quasiment exclusifs, puis au travers de la participation au développement de la sériciculture dans les Etats d'Andhra Pradesh et de Tamil Nadu, qui offrent des conditions particulièrement favorables dans son extension. Finalement, l'année 1989 a marqué la participation de la Suisse à un fort ambitieux projet de la

Banque mondiale et du gouvernement indien pour le renforcement de la sériciculture et son développement dans des zones appropriées. L'apport de la DDA dans ces projets de sériciculture a été de contribuer à mettre sur pied les conditions propices au développement d'une technique connue et maîtrisée en faveur des populations rurales, la plupart situées en-dessous du seuil officiel de pauvreté.

Actions envisagées

La volonté de la DDA est d'accroître son activité dans ce secteur par la création d'emplois durables.

3.4. Développement des ressources humaines et recherches

Projets qui continueront

- CEDT: Center for Electronics Design Technology
- ISTC: Indo-Swiss Training Center Chandigarh
- ICTRETS: Internation Centre for Training Research and Extension in Tropical Sericulture
- IRMA: Institute for Rural Management, Anand
- ISMT: International School for Meeling Technology Biotechnologie
- NTTF: Nettur Technical Training Foundation, Sud de l'Inde
- NEC: NTTF Electronics Center
- AFFORD - AWARD: Association of Voluntary Agencies for Rural Development
- VHAI Voluntary Health Association of India
- Diverses ONG locales
- Heks et Swissaid

Actions envisagées

- COFIDA électronique

Projets qui continueront et qui sont envisagés

Les projets entrant dans cette catégorie seront groupés pour en faciliter l'analyse.

Dans le domaine de la formation technique et professionnelle, la DDA entend donner à sa collaboration en Inde une intensité qu'elle n'a jamais eue jusqu'à présent. Pour des raisons historiques, la coopération de la Suisse aux efforts de formation et de perfectionnement professionnel l'ont été avant tout dans le secteur de l'électronique et, dans une certaine mesure, dans la mécanique. Le précurseur de ces projets est le Center for Electronics Design Technology (CEDT), qui a démarré en 1974 par une action au niveau de cours de 3e cycle pour des ingénieurs diplômés en électronique. Après des débuts que l'on peut qualifier de laborieux, le projet a gagné en reconnaissance de la part du gouvernement indien ainsi que de la Banque mondiale. Le CEDT a atteint à l'heure actuelle un stade de développement qui en permet, d'une part, la généralisation dans d'autres centres industriels indiens (et non pas seulement Bangalore) et d'autre part d'utiliser sur une grande échelle les modèles éducatifs développés, que ce soit pour la formation de base des ingénieurs que pour celle d'électro-mécaniciens.

Le projet NEC a permis de faire démarrer en 1985 un projet de formation d'électro-techniciens avec la fondation privée NTTF qui vise à promouvoir la formation professionnelle et qui a été mis sur pied par Heks dès la fin des années 50 et qui a bénéficié dès les années 60 d'une participation financière appréciable de la part de la DDA.

Les résultats probants accumulés à la fois par CEDT et par NEC ont amené le gouvernement indien et la Banque Mondiale

à rechercher la collaboration financière et professionnelle de la DDA pour la préparation d'un projet ambitieux en matière de perfectionnement de l'enseignement en électronique en Inde. Ce projet, qui pose de redoutables défis en matière institutionnelle et technique, est en état de préparation à l'heure actuelle.

Dans le domaine de la formation technique en mécanique, la DDA avait soutenu, jusqu'il y a quelques années, les efforts de Swisscontact au sein de ISTC de Chandigarh, et de Heks au sein du NTTF susmentionné. Si le projet ISTC est actuellement dans une phase dite de suivi qui ne pose pas de problèmes particuliers, le cas de NTTF requiert par contre l'entière attention de la DDA. Fondation privée n'émargeant à aucun budget officiel, NTTF dépend d'elle-même pour assurer sa survie et s'est doté pour cela d'un système original qui voit deux ateliers de production dégager des profits qui sont utilisés pour financer l'ensemble des activités de formation de la Fondation. NTTF a cependant enregistré des pertes financières depuis quelques années qui l'ont poussé à rechercher la collaboration de la DDA pour essayer d'y remédier par des actions structurelles et aussi conjoncturelles. Le programme d'assainissement est en cours; il permettra de dire s'il est réaliste de penser que des ateliers de production puissent financer à long terme des efforts de formation.

Reconnaissant l'importance de la formation pour la réalisation d'objectifs de développement, la DDA s'est engagée dans différentes activités de promotion de la formation professionnelle. C'est le cas en particulier dans le domaine de la sériciculture, à travers le projet ICTRETS à Mysore qui vise d'une part la formation adéquate des cadres indiens à la sériciculture et d'autre part la formation de cadres d'autres pays partageant les mêmes conditions agro-climatiques que l'Inde, dans l'esprit d'une collaboration Sud. C'est le cas également pour la meunerie, un projet qui se trouve actuellement dans une phase dite de follow-up et qui a

bénéficié d'une aide appréciable de l'économie privée suisse pour sa préparation et son exécution.

Le projet de formation de cadres IRMA à Anand est également un des fruits de l'activité de la DDA dans le secteur de l'élevage et, projet pionnier de ce type en Inde, a pour but de former de jeunes universitaires à des tâches de gestion dans des organisations privées parastatales et volontaires s'occupant de développement rural en Inde; la formation est du 3e cycle avec un recours prononcé à des activités pratiques sur le terrain. La contribution de la DDA fut, dans un premier temps, à travers un crédit d'aide financière de financer le campus d'IRMA; à l'heure actuelle, il vise à rendre possible un plan de développement à long terme du corps enseignant de l'Institut.

La DDA a encouragé les contacts entre les milieux universitaires et de recherche suisses et indiens dès les début des années 70 dans le secteur de la biochimie; cette collaboration a conduit les deux gouvernements à élargir leur coopération dans le secteur de la biotechnologie en intensifiant les échanges (recherche, formation) entre les milieux susmentionnés dans des domaines de la santé humaine et animale. la coordination en suisse est assurée par l'Institut de biotechnologie de l'EPFZ; les partenaires indiens sont cinq instituts universitaires et de recherche de Madras, Baroda, Madurai, Izatnagar et Bangalore.

Dans ce secteur également, la DDA collabore avec quelques organisations privées indiennes. Les activités des deux oeuvres d'entraide privées suisses les plus importantes en Inde, Heks et Swissaid peuvent également être englobées dans cette catégorie.

La collaboration avec AFFORD, avec VHAI ainsi qu'avec d'autres organisations volontaires indiennes ne peut pas, à l'image de la collaboration avec d'autres ONG, se réduire à un seul secteur précis; la nature même de ces ONG ne le permet pas. L'analyse de la collaboration entre la DDA et

ces organisations volontaires montre que certaines d'entre elles mettent l'accent avant tout sur le renforcement des capacités professionnelles et techniques au niveau du village.

Le financement des programmes HEKS et Swissaid se poursuivra à l'avenir.

4. STRUCTURES DE L'ORGANISATION

4.1. Défi à l'organisation

A l'heure actuelle, la DDA compte neuf experts en Inde, dont six engagés par des régisseurs, un nombre relativement faible par rapport à l'importance des moyens engagés (35 mio de francs de dépenses en moyenne par année). Comme mentionné ci-dessus, il devient de plus en plus difficile de faire accepter de nouveaux experts par le gouvernement indien s'ils n'ont pas un profil professionnel très précis qui n'est pas encore disponible en Inde. L'application très rigide de ce principe place certains donateurs bilatéraux devant des problèmes graves.

Le rôle de l'expert traditionnel lié à un projet risque de devenir obsolète. Le rôle qu'il jouait devra cependant bien être repris au sein d'une structure nouvelle. Différentes solutions se dessinent.

4.2. Ajustement structurel de la coordination en Inde

Le suivi et le contrôle des projets et des programmes subiront vraisemblablement de profonds changements dans les années à venir. Des différentes formules possibles, deux

apparaissent les plus vraisemblables, l'engagement de conseillers sectoriels au sein du bureau de coordination et l'octroi de mandats permanents de suivi à distance. L'émergence de conseillers sectoriels basés au bureau de coordination est déjà chose faite depuis trois ans au sein de la coordination de la DDA en Inde, par la nomination d'un conseiller permanent en matière de crédit rural rattaché au bureau de coordination. Cette tendance ira en s'accroissant dans les années à venir. Il y a fort à penser que chacune des grandes familles de projets de la DDA en Inde sera soutenue et épaulée par la présence d'un conseiller permanent compétent au sein du bureau de coordination. Cette décentralisation des services sectoriels actuellement concentrés à la Centrale conduira à des ajustements structurels au sein du bureau de coordination. Un modèle plausible voudrait qu'à côté des trois coordinateurs généralistes actuellement en poste soit organisé un réseau de conseillers sectoriels permanents, suisses ou indiens, fonctionnant au début en tout cas comme office d'état-major.

Le deuxième scénario possible et qui certainement émergera en parallèle au scénario susmentionné est qu'un nombre plus important de mandats permanents de suivis, entrecoupés de missions occasionnelles sur le terrain, sera accordé à des bureaux d'ingénieurs-conseils suisses, à des instituts universitaires, à des oeuvres d'entraide privées, etc. Cette tendance se fait déjà jour en particulier dans les projets d'élevage et de formation professionnelle; elle se maintiendra à l'avenir.

4.3 Structures et fonctionnement des bureaux de coordination

Le bureau de coordination de la DDA à Delhi a une antenne à Bangalore, chargée de suivre plus particulièrement un certain nombre de projets et de programmes dans le sud du pays. Les activités, régionales d'ailleurs, de révision des comptes, sont assurées depuis Delhi. Cette structure se maintiendra à l'avenir.

Le tableau ci-dessous représente graphiquement la structure de l'organisation de la DDA en Inde.

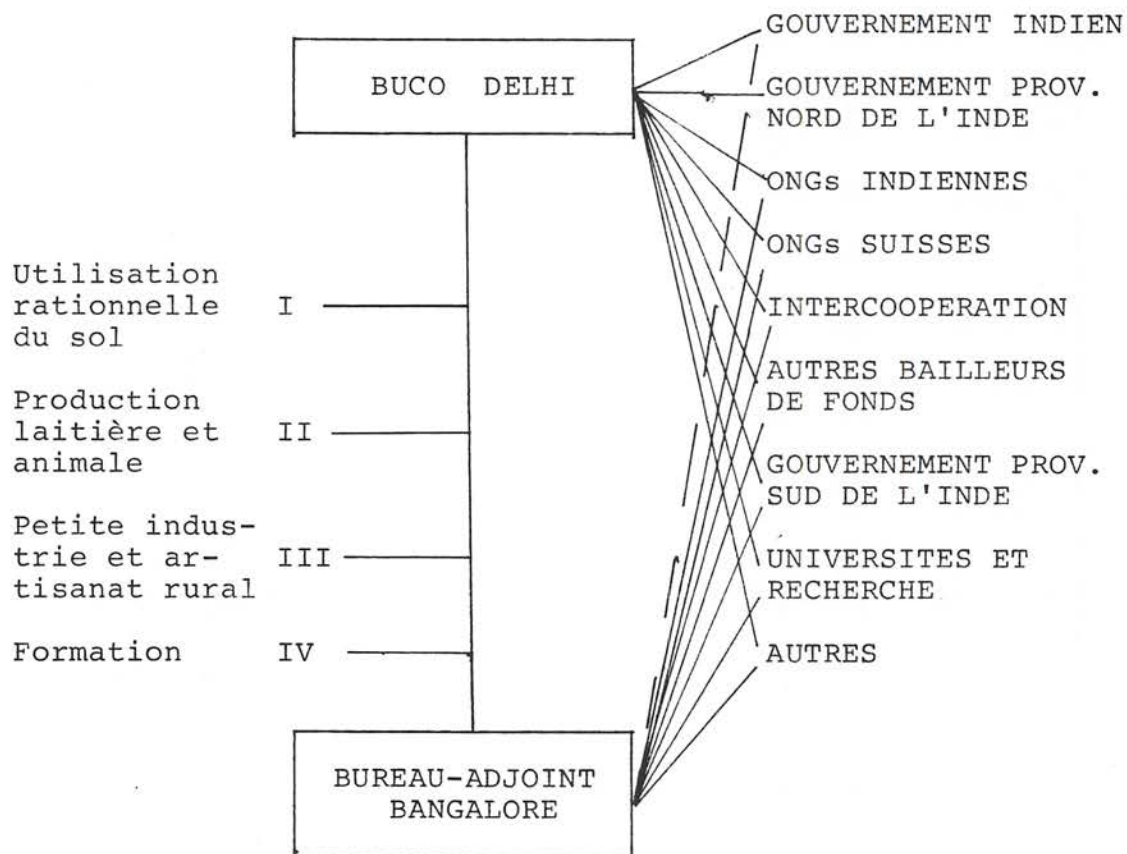
Le renforcement en personnel du bureau de coordination a cependant ses limites. Il serait certainement contre-productif de créer une immense organisation qui aurait ses contraintes et ses problèmes propres et qui tendrait finalement à agir un peu en isolation. Il s'agit donc de trouver des formules d'organisation qui rendent l'appareil administratif nécessaire suffisamment limité.

STRUCTURE D'ORGANISATION DU BUREAU DE COORDINATION EN INDE

DDA - BERNE
SECTION ASIE I

C O N T A C T S

COORDINATION EN INDE



1988 SOCIAL INDICATOR DATA SHEET

Annexe 1/1

INDIA

	1965	1975	Most Recent Estimate	Reference Groups (MRE)	
				Low-income	Lower mid income
LABOR FORCE					
Total Labor Force (thou)	206,872	243,481	299,144		
Female (%)	31	28	26	34	29
Agriculture (%)	73	71	70	66	55
Industry (%)	12	13	13	14	16
Participation rate (%):					
Total	42	39	39	47	37
Male	56	54	55	58	51
Female	27	23	21	35	23
Age dependency (%)	85.6	82.8	77.6	71.6	82.7
HOUSING					
Average size of household:					
Total	..	5	..	..	..
Urban	..	5	..	..	..
Rural	..	5	..	..	..
Percentage of dwellings with electricity:					
Total	..	..	..	..	..
Urban	..	..	..	..	..
Rural	..	..	..	..	..
EDUCATION					
Enrollment rates:					
Primary: Total	74	79	92	99	104
Male	89	94	107	110	109
Female	57	62	76	87	99
Secondary: Total	27	26	35	34	42
Male	41	36	45	41	47
Female	13	16	24	25	36
Pupil-Teacher ratio:					
Primary	42	42	58	39	31
Secondary	21	21	..	..	23
Pupils reaching grade 6 (%)	..	40	..	..	72
INCOME, CONSUMPTION, AND POVERTY					
Energy consumption per cap. (kg of oil equivalent)	..	125	201	327	351
Percentage of private income received by:					
Highest 10% of households	35	34	..	..	..
Highest 20%	49	49	..	..	..
Lowest 20%	7	6	..	..	..
Lowest 40%	17	16	..	..	..
Est. absolute poverty income level (US\$ per capita):					
Urban	..	..	..	..	..
Rural	..	..	..	..	..
Est. pop. below absolute poverty income level (%)					
Urban	..	..	..	..	..
Rural	..	..	..	..	..
Passenger cars/thou pop.	0.9	1.2	..	..	..
Newspaper circulation (per thousand population)	13.0	15.3	19.8	32.0	43.5

IECSE August 1988

.. Not available. Note: Most recent estimates of population and GNP per capita are for 1987 unless otherwise noted.
Group averages are population weighted. Country coverage depends on data availability and is not uniform. Unless otherwise noted,
1965 refers to any year between 1962 and 1968; 1975 between 1972 and 1978; and most recent estimate between 1980 and 1986.

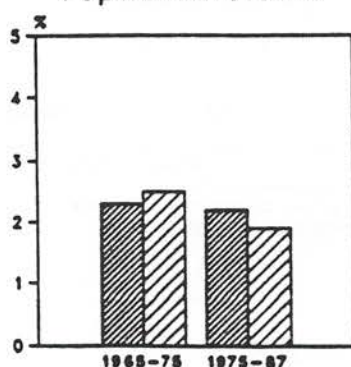
1988 SOCIAL INDICATOR DATA SHEET

Annexe 1/2

INDIA

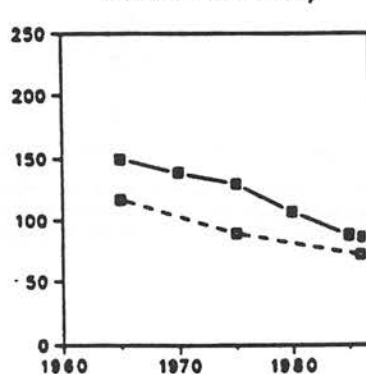
	1965	1975	Most Recent Estimate	Reference Groups (MRE)	
				Low-income	Lower mid income
AREA					
Total land area (thou sq km)	3,287.6	3,287.6	3,287.6		
Agricultural (% of total)	53.9	55.0	55.0		
GNP PER CAPITA (current US\$)	100	160	300	280	730
POPULATION AND VITAL STATISTICS					
Total population (mill)	487	613	797		
Urban pop. (% of total)	19	22	26	28	38
Population growth rate(%):					
Total		2.3	2.2	1.9	2.5
Urban		3.7	4.0	5.7	4.2
Life expect. at birth (yrs)	45	50	57	61	59
Population projections:					
Pop. in 2000 (mill)			1,002		
Stationary pop. (mill)			1,700		
Population density per sq km of agricultural land	275	339	415	349	404
Pop. age structure (%):					
0-14 yrs	42	42	40	37	42
15-64 yrs	54	55	56	59	55
65 and above	4	3	4	4	3
Crude birth rate (per thou)	45	37	32	30	35
Crude death rate (per thou)	20	15	12	10	10
Total fertility rate	6.2	5.3	4.4	3.9	4.7
Infant mort. rate (per thou)	150	130	86	72	76
Child death rate (per thou)	23	19	11	9	11
Family planning:					
Acceptors, annual (thou)	2,985	7,009	6,826	..	..
Users (% of married women)	..	19	35	..	..
FOOD, HEALTH AND NUTRITION					
Index of food production per capita (1979-81 = 100)	90	101	111	115	106
Per capita supply of:					
Calories (per day)	2,100	1,925	2,126	2,327	2,507
Proteins (grams per day)	53	47	51	55	56
Pop. per physician (thou)	4.9	4.9	3.7	5.8	7.5
Pop. per nurse (thou)	6.5	3.7	4.7	4.0	..
Pop. per hospital bed (thou)	..	1.7	1.3	1.1	1.1
Access to safe water (% of population):					
Total	..	31	54	..	..
Urban	..	80	80	..	..
Rural	..	18	47	..	..

Population Growth



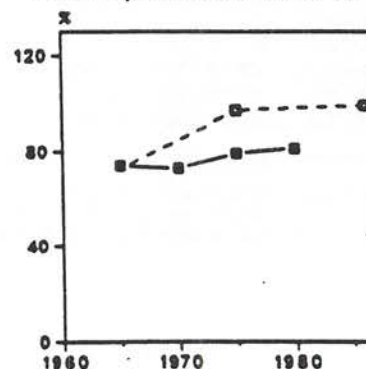
■ INDIA
▨ FIRST REF GROUP

Infant Mortality



■ INDIA
▨ FIRST REF GROUP

Primary School Enrollment



ECONOMIC DEVELOPMENT DATA

Annexe 1/3

GDP PER CAPITA IN 1987 US\$300 a/

GROSS DOMESTIC PRODUCT IN 1987/88 b/

	US\$ Bln.	%	ANNUAL RATE OF GROWTH (% Constant Prices)					
			61/62-	65/66-	70/71-	75/76-	80/81-	85/86
			64/65	69/70	74/75	79/80	84/85	87/88
GDP at Market Prices	254.83	100.0	3.2	3.9	2.9	4.0	5.4	5.2
Gross Domestic Investment	57.38	22.5	6.2	2.6	5.2	5.5	4.3	3.7
Gross National Saving	52.82	20.7	8.0	4.6	5.3	5.1	4.0	3.0
Current Account Balance	4.55	1.8	-	-	-	-	-	-

OUTPUT, LABOR FORCE AND PRODUCTIVITY IN 1981

	Value added (at factor cost)		Labor Force c/		V.A. Per Worker	
	US\$ Bln.	%	Mill.	%	US\$	% of Nat. Average
Agriculture	58.9	38.0	172.7	70.6	341	53.9
Industry	40.1	25.9	31.6	12.9	1268	200.3
Services	55.9	36.1	40.3	16.5	1387	219.1
Total/Average	154.9	100.0	244.6	100.0	633	100.0

GOVERNMENT FINANCE

	General Government d/			Central Government		
	Rs. Bln.	% of GDP		Rs. Bln.	% of GDP	
	1987/88	1987/88	1983/84-1987/88	1987/88	1987/88	1983/84-1987/88
Current Receipts	673.49	20.4	19.5	383.08	11.6	10.8
Current Expenditures	774.74	23.4	21.6	468.04	14.2	12.9
Current Surplus/Deficit	-101.25	-3.1	-2.2	-84.96	-2.6	-2.0
Capital Expenditures e/	240.21	7.3	7.6	195.87	5.9	6.2
External Assistance (net)f/	26.79	0.8	0.7			

MONEY, CREDIT AND PRICES

	70/71	75/76	80/81	82/83	83/84	84/85	85/86	86/87	87/88	88/89
(Rs. Billion outstanding at end of period)										
Money and Quasi Money g/	109.8	224.8	557.7	728.7	860.9	1023.6	1186.8	1407.1	1631.4	1918.1
Bank Credit to Government (net) g/	54.6	106.3	257.2	352.6	406.4	502.3	583.2	720.2	843.7	973.5
Bank Credit to Commercial Sector g/	64.6	156.2	366.4	511.6	607.3	709.5	828.0	947.4	1074.9	1294.0
(Percentage of Index Numbers)										
Money and Quasi Money as % of GDP	27.3	30.3	41.1	41.0	41.6	44.4	45.2	48.0	49.4	49.9
Wholesale Price Index (1970/71=100)	100.0	173.0	257.3	288.7	316.0	338.4	357.8	377.1	405.2	433.4
Annual Percentage changes in:										
Wholesale Price Data	7.7	-1.1	18.2	2.6	9.5	7.1	5.7	5.4	7.4	7.0
Bank Credit to Government (net) g/	15.0	22.7	28.5	15.1	15.3	23.6	16.1	23.5	17.1	15.4
Bank Credit to Commercial Sector g/	19.4	22.7	18.2	17.7	18.7	16.8	16.7	14.4	13.4	20.4

a/ The per capita GDP estimate is at market prices, using World Bank Atlas methodology. Other conversions to dollars in this table are at the prevailing average exchange rate for the period covered.

b/ Quick Estimates, Central Statistical Organization.

c/ Total Labor Force and percentage breakdown from 1981 Census. Excludes data for Assam.

d/ Transfers between Centre and States have been netted out.

e/ All loans and advances to third parties have been netted out.

f/ World Bank estimates of net disbursement of official loans.

g/ Figures for 88/89 are preliminary estimates based on provisional data for last Fridays of 87/88 and 88/89.

Annexe 1/4

ECONOMIC DEVELOPMENT DATA

BALANCE OF PAYMENTS -----	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	MERCHANDISE EXPORTS (AVERAGE 1984/85-87/88) h/		
	(US\$ million)				a/	(US\$ Mill.) (%)	
Exports of Goods h/	9461	10460	12888	14824	Tea	516	4.8
Imports of Goods h/	17295	17728	19772	22760	Iron Ore	427	4.0
Trade Balance	-7834	-7268	-6884	-7936	Chemicals	476	4.5
NFS (net)	1111	992	1100	1056	Leather and Leather Products	701	6.6
Resource Balance	-6723	-6276	-5784	-6880	Textiles	1189	11.2
-----					Garments	1030	9.7
					Gems	1477	13.9
					Engineering Goods	894	8.4
					Others	3935	37.0
Interest Income (net) b/	-3368	-2976	-1877	-2162	Total	10645	100.0
Net Transfers c/	2198	2261	2674	3223	-----		
Balance on Current Account	-5566	-5237	-4551	-5385	EXTERNAL DEBT, MARCH 31, 1988		
-----					-----		
Direct Investment	160	208	251	299	(US\$ billion)		
Official Loans & Grants (net)	1770	1680	2471	3047	Outstanding and Disbursed	40.77	
Gross Disbursements	2463	2650	3820	4388	Undisbursed	21.59	
Amortization	693	970	1349	1341	Outstanding incl. Undisbursed i/	62.36	
Private borrowings (net)	1427	571	1445	510			
Non-Resident Deposits	1176	1308	1274	1520			
Transaction with IMF (net)	-209	-520	-931	-1071	DEBT SERVICE RATIO FOR 1987/88 a/ e/	27.7 %	
All other Items f/	1315	2164	-298	-326	-----		
Errors and Omissions	474	-101	-	-			
Increase in Reserves (-)	-547	-73	339	1406	IBRD/IDA LENDING, MARCH 31, 1988		
Gross Reserves (end year) g/	6657	6730	6391	4985	-----		
Net Reserves (end year) d/	2367	2438	2739	2568			
						IBRD	IDA
						-----	---
Fuel and Related Materials					(US\$ million)		
-----					Outstanding and Disbursed	4661	11615
Imports (Petroleum) h/	4054	2187	3148	2758	Undisbursed	7052	4518
of which: Crude	3013	1672	2395	1898	Outstanding incl. Undisbursed	11713	16133
Products	1041	515	753	860			
RATE OF EXCHANGE							

June 1966 till mid-December 1971	US\$1.00 = Rs.7.50 Re.1.00 = US\$0.13333			After end-June 1972	Floating Rate		
Mid-December 1971 till end-June 1972	US\$1.00 = Rs.7.2797 Re.1.00 = US\$0.137376			Spot Rate end-March 1989	US\$1.00 = Rs. 15.6415 Re.1.00 = US\$ 0.0639		

a/ Estimated

b/ Figures given cover all investment income (net). Major payments are interest on foreign loans and charges to IMF; and major receipts are interest earned on foreign assets.,

c/ Figures given include workers' remittances but exclude official grant assistance which is included within official loans and grants, and non-resident deposits which are shown separately.

d/ Exclude net use of IMF credit.

e/ Amortization and interest payments on foreign loans as a percentage of total current receipts.

f/ Includes reserve valuation changes, short-term capital and financing of imbalances in rupee trade.

g/ Excluding gold.

h/ Net of crude petroleum oil exports

i/ Includes IMF

Annexe 2

Les fiches de projet INDE sont actuellement mises à jour

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (SDP) ET
AIDE DES OEUVRES D'ENTRAIDE PRIVEES SUISSES FOURNIES PAR LA SUISSE A L'INDE
DE 1961 A 1988

	APD (en mios de Fr.)			Aide des ONGs suisses (mios Fr.)	APD (en mios de Fr.)				Aide des ONGs suisses (mios Fr.)
	dons	prêts	Total		dons	prêts	Total	dont ONGs locales	
1961	0,1 a)		0,1 a)		1976	6,4	7,5	13,9	12,5
1962	0,3 a)		0,3 a)		1977	7,4	4,2	11,6	11,3
1963	0,6 a)		0,6 a)	5,4	1978	11,0	5,1	16,1	13,4
1964	1,6 a)		1,6 a)		1979	28,1	4,3	32,4	13,2
1965	1,9 a)		1,9 a)	3,8	1980	27,7	0,1	27,8	0,5
1966	3,3 a)		3,3 a)	8,9	1981	10,3	0,4	10,7	0,7
1967	2,6 a)		2,6 a)	7,3	1982	37,5	-	37,5	1,8
1968	5,5		5,5	6,2	1983	45,6	-	45,6	2,3
1969	7,0		7,0	7,7	1984	48,2	-	48,2	1,9
1970	6,3		6,3	9,0	1985	31,8	2,7	34,5	1,5
1971	9,8		9,8	18,3	1986	16,1	2,2	18,3	2,6
1972	6,1		6,1	10,1	1987	33,1	2,0	35,1	4,1
1973	8,3	7,1	15,4	7,1	1988	31,2	1,3	32,5	0,5
1974	6,7	6,5	13,2	11,1					
1975	7,4	29,8	37,2	11,5	TOTAL	401,9	73,2	475,1	15,9
									304,3

a) coopération suisse exclusivement

Sources: DDA et SWISSAID, Bulletins et statistiques